

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**C — N° 1247****28 décembre 2001****SOMMAIRE**

<b>Aktien D-Flex-Protect</b> .....	<b>59836</b>	<b>Groupe Socota Agro-Alimentaire S.A.H., Luxembourg</b> .....	<b>59856</b>
<b>Aktien D-Flex-Protect</b> .....	<b>59842</b>	<b>Hemry S.A.H., Luxembourg</b> .....	<b>59850</b>
<b>Altia Holding S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59847</b>	<b>Inter Multi Investment, Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>59847</b>
<b>Bankpyme Strategic Funds, Sicav, Luxembourg</b> ..	<b>59854</b>	<b>Klinengo S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59855</b>
<b>Berenberg Fund-of-Funds</b> .....	<b>59821</b>	<b>Maya House S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59852</b>
<b>Berenberg Fund-of-Funds</b> .....	<b>59822</b>	<b>Multifin S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59855</b>
<b>Berenberg Fund-of-Funds</b> .....	<b>59821</b>	<b>Multiwert Fund</b> .....	<b>59852</b>
<b>Collins Investments S.A.H., Luxembourg</b> .....	<b>59851</b>	<b>OP Invest Swiss Small &amp; Mid Cap</b> .....	<b>59823</b>
<b>Conseur S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59842</b>	<b>Parindex, Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>59849</b>
<b>Conseur S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59842</b>	<b>Pléiade, Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>59856</b>
<b>Contracta Finance S.A.H., Luxembourg</b> .....	<b>59849</b>	<b>Pletor Holding S.A., Strassen</b> .....	<b>59853</b>
<b>Creditanstalt Central and Eastern European Trust, Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>59848</b>	<b>Robeco Capital Growth Funds, Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>59830</b>
<b>Crettaz Holding S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59851</b>	<b>Robeco Interest Plus Funds, Sicav, Luxembourg</b> .	<b>59818</b>
<b>Cuvée S.A., Luxembourg-Kirchberg</b> .....	<b>59809</b>	<b>Rochelux S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59852</b>
<b>Dexia Global, Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>59810</b>	<b>Société d'Investissement Wacapro S.A.H., Luxembourg</b> .....	<b>59853</b>
<b>Dresdner Global Distributor Fund, Sicav, Senningerberg</b> .....	<b>59846</b>	<b>Sport Consulting S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59843</b>
<b>Dresdner Global Strategies Fund, Sicav, Senningerberg</b> .....	<b>59848</b>	<b>The Majestic Holding S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59855</b>
<b>DWS TopZins</b> .....	<b>59843</b>	<b>Trading (Luxembourg) S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59832</b>
<b>E-Resourcing, S.à r.l., Luxembourg</b> .....	<b>59846</b>	<b>Value Select Fund</b> .....	<b>59851</b>
<b>E.G.G., Electricité Générale Grün, S.à r.l.</b> .....	<b>59846</b>	<b>Value Strategy Fund, Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>59850</b>
<b>Efor, S.à r.l., Luxembourg</b> .....	<b>59846</b>	<b>Vernel Securities S.A., Luxembourg</b> .....	<b>59855</b>
<b>Electricité Thull, S.à r.l., Pétange</b> .....	<b>59846</b>	<b>VMR Fund</b> .....	<b>59851</b>
<b>Fimiproperties S.A.H., Luxembourg</b> .....	<b>59854</b>	<b>World Trade Business, S.à r.l., Luxembourg</b> .....	<b>59853</b>

**CUVEE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.  
R. C. Luxembourg B 69.545.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 13 juillet 2001, vol. 555, fol. 53, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 2 juillet 2001.

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signature

(44470/521/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

**DEXIA GLOBAL, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

—  
STATUTS

L'an deux mille un, le six décembre.

Par-devant Nous, Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1) DEXIA BANQUE INTERNATIONALE À LUXEMBOURG, société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg, 69, route d'Esch, représentée par M. Francis Guillaume, conseiller principal, résidant à Tintigny (Belgique), en vertu d'une procuration datée du 28 novembre 2001.

2) LIREPA S.A., société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg, 69, route d'Esch, représentée par M. Francis Guillaume, conseiller principal, résidant à Tintigny (Belgique), en vertu d'une procuration datée du 28 novembre 2001.

Les procurations prémentionnées, signées «ne varietur» par toutes les parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées à ce document pour être soumises à la formalité de l'enregistrement.

Les parties comparantes, ès qualités qu'elles agissent, ont demandé au notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société qu'elles forment entre elles:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de DEXIA GLOBAL (la «Société»).

**Art. 2.** La Société est établie pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par une décision des actionnaires statuant comme en matière de modification des présents statuts.

Le conseil d'administration se réserve la possibilité de fixer la durée de vie des différents compartiments au sein de la Société.

**Art. 3.** L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs de toutes espèces, en parts d'organismes de placement collectif (au moins 20% de ses actifs nets seront placés en organismes de placement collectif de type ouvert) et en instruments du marché monétaire dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses portefeuilles.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif.

**Art. 4.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège social restera une société luxembourgeoise.

**Art. 5.** Le capital de la Société sera représenté par des actions sans désignation de valeur nominale et sera à tout moment égal aux actifs nets de la Société tels que définis par l'Article vingt-trois des présents statuts.

Les actions seront, suivant ce que le conseil d'administration décidera, de différents compartiments et le produit de l'émission de chacun des compartiments sera placé, suivant l'Article trois ci-dessus, en valeurs mobilières et autres avoirs correspondant à tel type spécifique d'actions ou d'obligations suivant ce que le conseil d'administration décidera de temps en temps pour chaque compartiment. Chaque compartiment sera désigné par un nom générique.

A l'intérieur de chaque compartiment, le conseil d'administration pourra décider la création de différentes catégories pouvant se différencier par la structure de leurs commissions de gestion, de souscription ou de rachat, par le type d'investisseurs visés ou par leur politique de distribution. Le conseil d'administration peut créer à tout moment des compartiments et/ou des catégories supplémentaires, pourvu que les droits et obligations des actionnaires des compartiments et/ou catégories existants ne soient pas modifiés par cette création.

Le capital initial de la Société est de trente-cinq mille Euro (35.000,-) entièrement libéré et représenté par 350 actions de la Catégorie C du compartiment dénommé DEXIA GLOBAL - World Absolute Performance, sans désignation de valeur nominale.

Le capital minimum de la Société est l'équivalent en Euro de cinquante millions de francs luxembourgeois (LUF 50.000.000,-) et doit être atteint dans les six mois suivant l'inscription de la Société sur la liste officielle des organismes de placement collectif.

Le conseil d'administration est autorisé à émettre à tout moment des actions supplémentaires, entièrement libérées, à un prix basé sur la valeur nette par action concernée, déterminée en accord avec l'Article vingt-trois des présents statuts, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription.

Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur dûment autorisé, à tout directeur de la Société, ou à toute autre personne dûment autorisée la charge d'accepter les souscriptions, de livrer et de recevoir paiement du prix de telles actions nouvelles.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets correspondant à chaque compartiment seront, s'ils ne sont pas exprimés en Euro, convertis en Euro et le capital sera égal au total des avoirs nets de tous les compartiments. Le capital consolidé de la Société sera exprimé en Euro.

En outre, s'il le juge opportun dans l'intérêt des actionnaires, le conseil d'administration pourra décider de fusionner ou de supprimer un ou plusieurs compartiments en annulant les actions de ce(s) compartiment(s) soit en remboursant aux actionnaires de ce(s) compartiment(s) l'entière des avoirs nets y afférents, soit en leur permettant le passage dans un autre compartiment et en leur attribuant ainsi de nouvelles actions à concurrence de leur participation précédente. La décision du conseil d'administration sera publiée dans un journal luxembourgeois et dans d'autres journaux des pays où les actions de la Société seraient distribuées.

Une telle décision de fusion ou de suppression d'un ou de plusieurs compartiments peut être motivée par un changement de la situation économique et politique des pays dans lesquels (a) des investissements sont effectués ou (b) les actions du ou des compartiment(s) concerné(s) sont distribuées.

En attendant que la fusion puisse se réaliser, les actionnaires de (des) compartiment(s) devant être fusionné(s) ont la possibilité de sortir de ce(s) compartiment(s) par voie de rachat, sans frais, pendant une période minimale d'un mois à compter de la date de publication de la décision relative à la fusion.

**Art. 6.** La Société pourra décider d'émettre ses actions sous forme nominative et/ou au porteur. Pour les actions nominatives, l'actionnaire recevra une confirmation de son actionnariat, à moins qu'il ne décide de recevoir des certificats. Si un actionnaire demande l'échange de ses certificats contre des certificats d'une autre forme, le coût d'un tel échange sera mis à sa charge.

Si des actions au porteur sont émises, les certificats seront émis dans les coupures qui seront déterminées par le conseil d'administration. Si un propriétaire d'actions au porteur demande l'échange de ses certificats contre des certificats de forme différente, le coût d'un tel échange sera mis à sa charge.

Si un actionnaire désire que plus d'un certificat soit émis pour ses actions, le coût de ces certificats additionnels pourra être mis à charge de cet actionnaire. Les certificats d'actions seront signés par deux administrateurs. Les deux signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe. Toutefois, l'une des signatures pourra être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration; en ce cas, elle doit être manuscrite. La Société pourra émettre des certificats provisoires dans les formes qui seront déterminées de temps à autre par le conseil d'administration.

Les actions ne seront émises que sur acceptation de la souscription et réception du prix d'achat. A la suite de l'acceptation de la souscription et de la réception du prix d'achat par la Société et sans délais, les actions souscrites seront attribuées au souscripteur et s'il en a fait la demande, il lui sera remis des certificats nominatifs ou au porteur définitifs.

Le paiement des dividendes se fera aux actionnaires, pour les actions nominatives, à l'adresse portée au registre des actionnaires et pour les actions au porteur, sur présentation du coupon de dividende adéquat.

Toutes les actions, autres que celles au porteur, émises par la société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions nominatives qu'il détient et le montant payé pour chaque action.

Tout transfert d'actions nominatives sera inscrit au registre des actionnaires.

Le transfert d'actions au porteur se fera par la remise du certificat d'action au porteur correspondant avec tous les coupons non échus attachés.

Le transfert d'actions nominatives se fera (a) si des certificats ont été émis, par la remise à la Société du ou des certificats représentant ces actions, ensemble avec tous autres documents de transfert exigés par la Société et (b) s'il n'a pas été émis de certificats, par une déclaration de transfert écrite portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs mandataires justifiant des pouvoirs requis.

Tout actionnaire nominatif devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations de la Société pourront être envoyées. Cette adresse sera également inscrite au registre des actionnaires.

Au cas où un actionnaire en nom ne fournit pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui sera fixée périodiquement par la Société, ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie par l'actionnaire à la Société. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse qui pourra être fixée périodiquement par la Société.

En cas d'attribution de droits sur des fractions d'actions, l'actionnaire concerné n'aura pas droit de vote à concurrence de cette fraction mais aura droit, dans la mesure que la Société déterminera quant au mode de calcul des fractions, à un prorata de dividendes ou d'autres distributions, le cas échéant. En ce qui concerne les actions au porteur, il ne sera émis que des certificats représentatifs d'actions entières.

La Société ne reconnaîtra qu'un seul actionnaire par action de la Société. En cas d'indivision ou de nue-propriété et d'usufruit, la Société pourra suspendre l'exercice des droits dérivant de l'action ou des actions concernées jusqu'au moment où une personne aura été désignée pour représenter les indivisaires ou nu-propriétaires et usufruitiers vis-à-vis de la Société.

**Art. 7.** Lorsqu'un actionnaire peut justifier à la Société que son certificat d'action a été égaré ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir. Dès l'émission du nouveau certificat, sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original n'aura plus aucune valeur.

Les certificats d'actions endommagés ou détériorés peuvent être échangés sur ordre de la Société. Ces certificats endommagés ou détériorés seront remis à la Société et annulés sur-le-champ.

La Société peut à son gré mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat et de toutes les dépenses justifiées encourues par la Société en relation avec l'émission et l'inscription au registre ou avec la destruction de l'ancien certificat.

**Art. 8.** Le conseil d'administration pourra restreindre ou mettre obstacle à la propriété d'actions de la Société par toute personne physique ou morale si la Société estime que cette propriété entraîne une violation de la loi au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, peut impliquer que la Société soit sujette à imposition dans un pays autre que le Grand-Duché ou peut d'une autre manière être préjudiciable à la Société.

Notamment, elle pourra limiter ou interdire la propriété d'actions de la Société par tout ressortissant des Etats-Unis d'Amérique tel que défini ci-après.

A cet effet, la Société pourra:

a) refuser l'émission d'actions et l'inscription du transfert d'actions, lorsqu'il apparaît que cette émission ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété de l'action à une personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société;

b) demander, à tout moment, à toute personne figurant au registre des actionnaires, ou à toute autre personne qui demande à faire inscrire le transfert d'actions, de lui fournir tous renseignements et certificats qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou vont appartenir en propriété effective à une personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société;

c) procéder au rachat forcé de toutes les actions s'il apparaît qu'une personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société, soit seule, soit ensemble avec d'autres personnes, est le propriétaire d'actions de la Société ou procéder au rachat forcé de tout ou d'une partie des actions, s'il apparaît à la Société qu'une ou plusieurs personnes sont propriétaires d'une proportion des actions de la Société d'une manière à rendre applicables à la Société des lois fiscales ou autres de juridictions autres que le Luxembourg. Dans ce cas, la procédure suivante sera appliquée:

1) La Société enverra un avis (appelé ci-après «l'avis de rachat») à l'actionnaire possédant les actions ou apparaissant au registre des actionnaires comme étant le propriétaire des actions à racheter; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, le prix de rachat à payer et l'endroit où ce prix sera payable. L'avis de rachat peut être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au registre des actionnaires de la Société.

L'actionnaire en question sera obligé de remettre à la Société le ou les certificats, s'il y en a, représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat. Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être le propriétaire des actions spécifiées dans l'avis de rachat; s'il s'agit d'actions nominatives, son nom sera rayé en tant que titulaire de ces actions du registre des actionnaires; et s'il s'agit d'actions au porteur, le ou les certificats représentatifs de ces actions seront annulés dans les livres de la Société.

2) Le prix auquel les actions spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées («le prix de rachat») sera égal à la Valeur Nette des actions concernées, déterminée conformément à l'Article vingt-trois des présents statuts au jour de l'avis de rachat.

3) Le paiement du prix de rachat sera effectué dans la devise du compartiment concerné, sauf en période de restriction de change; le prix sera déposé par la Société auprès d'une banque, à Luxembourg ou ailleurs (telle que spécifiée dans l'avis de rachat), qui le remettra à l'actionnaire en question contre remise du ou des certificats, s'ils ont été émis, représentant les actions désignées dans l'avis de rachat. Dès après le dépôt du prix dans ces conditions, aucune personne intéressée dans les actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra faire valoir de droit sur ces actions ou certaines d'entre elles ni ne pourra exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, sauf le droit de l'actionnaire, apparaissant comme étant le propriétaire des actions, de recevoir le prix ainsi déposé (sans intérêts) à la banque contre remise du ou des certificats, s'ils ont été émis.

4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés au présent Article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé pour le motif qu'il n'y avait pas preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne ou qu'une action appartenait à une autre personne que ne l'avait admis la Société en envoyant l'avis de rachat, à la seule condition que la Société exerce ses pouvoirs de bonne foi; et

d) refuser, lors de toute assemblée d'actionnaires, le droit de vote à toute personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société.

Le terme «ressortissant des Etats-Unis d'Amérique», tel qu'il est utilisé dans les présents statuts signifiera tout ressortissant, citoyen ou résident des Etats-Unis d'Amérique ou d'un de leurs territoires ou possessions ou régions sous leur juridiction, ou toutes personnes qui y résident normalement (y inclus la succession de toutes personnes, sociétés de capitaux ou de personnes y constituées ou organisées).

**Art. 9.** Toute assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

**Art. 10.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément à la loi luxembourgeoise, à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois de février de chaque année à 11.30 heures. Si ce jour est un jour férié légal ou bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

**Art. 11.** Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action, quelle que soit sa valeur nette d'inventaire, donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopieur une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents statuts, les décisions au cours d'une assemblée générale des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votant.

Les décisions relatives à un quelconque compartiment, catégorie ou classe seront également prises, dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents statuts, à la majorité simple des actionnaires du compartiment, de la catégorie ou de la classe concerné présents ou représentés et votant.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée des actionnaires.

**Art. 12.** Les actionnaires se réuniront sur convocation du conseil d'administration. Un avis énonçant l'ordre du jour sera envoyé par courrier au moins huit jours avant l'assemblée à tout actionnaire à son adresse portée au registre des actionnaires.

Dans la mesure requise par la loi, l'avis sera en outre publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg, dans un journal luxembourgeois, et dans tels autres journaux que le conseil d'administration décidera.

**Art. 13.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins; les membres du conseil d'administration n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période se terminant lors de la prochaine assemblée annuelle et lorsque leurs successeurs auront été élus; toutefois, un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

**Art. 14.** Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents.

Il pourra également désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un administrateur, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires. Le conseil d'administration se réunira sur convocation du Président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le Président du conseil d'administration présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourront désigner à la majorité présente à une telle réunion un autre administrateur ou, dans le cas d'une assemblée générale, lorsqu'aucun administrateur n'est présent, toute autre personne, pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions.

Le conseil d'administration pourra nommer, s'il y a lieu, des directeurs et fondés de pouvoir de la Société dont un directeur général, un secrétaire, éventuellement des directeurs-général-adjoints, des secrétaires-adjoints et d'autres directeurs et fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les statuts n'en décident pas autrement, les directeurs et fondés de pouvoir désignés auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le conseil d'administration.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra prendre part à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire.

Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du conseil d'administration régulièrement convoquées. Les administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés expressément par une résolution du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée lors de la réunion. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion en question.

Au cas où lors d'une réunion du conseil, il y a égalité de voix pour et contre une décision, le Président aura voix prépondérante.

Les résolutions signées par tous les membres du conseil seront aussi valables et exécutoires que celles prises lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être apposées sur un seul document ou sur plusieurs copies d'une même résolution et peuvent être prouvées par lettres, câbles, télégrammes, télex, télécopieur ou des moyens analogues.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière de la Société et à l'exécution d'opérations en vue de l'accomplissement de son objet et de la poursuite de l'orientation générale de sa gestion à des personnes physiques ou morales qui n'ont pas besoin d'être membres du conseil d'administration.

**Art. 15.** Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et de toute assemblée générale des actionnaires seront signés par le Président ou en son absence par l'administrateur qui aura assumé la présidence de cette réunion.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président ou par le Secrétaire ou par deux administrateurs.

**Art. 16.** Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer l'orientation générale de la gestion et la politique d'investissement pour chaque compartiment et la masse d'avoirs y relative ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société.

**Art. 17.** Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoir de la Société aurait un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé. L'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer, de voter ou d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société aurait un intérêt personnel dans quelque affaire de la Société, cet administrateur, directeur ou fondé de pouvoir devra informer le conseil d'administration de cet intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur, directeur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des actionnaires.

Le terme «intérêt personnel», tel qu'il est utilisé dans la phrase précédente, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts, positions ou transactions qui pourront exister de quelque manière en rapport avec le groupe DEXIA ou d'autres sociétés ou entités qui seront déterminées souverainement de temps à autre par le conseil d'administration.

**Art. 18.** La Société pourra indemniser tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef de l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir.

**Art. 19.** La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la seule signature d'un administrateur dûment autorisé à cet effet, ou par la seule signature d'un directeur ou d'un fondé de pouvoir de la Société dûment autorisé à cet effet, ou par la seule signature de toute autre personne à qui des pouvoirs auront été délégués par le conseil d'administration.

**Art. 20.** Les opérations de la Société et sa situation financière, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un ou plusieurs réviseurs qui devront satisfaire aux exigences de la loi luxembourgeoise concernant leur honorabilité et leur expérience professionnelle, et qui exerceront les fonctions prescrites par la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif.

Un tel réviseur sera désigné par l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 21.** Selon les modalités fixées ci-après, la Société a à tout moment le pouvoir de racheter ses propres actions dans les seules limites imposées par la loi.

Tout actionnaire est en droit de demander le rachat de tout ou partie de ses actions par la Société. Le prix de rachat sera payé au plus tard 5 jours ouvrables bancaires après le jour d'évaluation concerné et sera égal à la valeur nette des actions concernées, telle que celle-ci sera déterminée suivant les dispositions de l'Article vingt-trois ci-après, diminuée éventuellement d'une commission de rachat telle que prévue dans les documents relatifs à la vente. Toute demande de rachat doit être présentée par l'actionnaire par écrit au siège social de la Société à Luxembourg ou auprès d'une autre personne physique ou morale désignée par la Société comme mandataire pour le rachat des actions. La demande doit être accompagnée du ou des certificats d'actions (s'il en a été émis) en bonne et due forme et de preuves suffisantes d'un transfert éventuel. Les actions du capital rachetées par la Société seront annulées.

Lorsque le conseil d'administration prendra la décision de fusionner un ou plusieurs compartiment(s) tel que prévu à l'Article cinq ci-dessus, tout actionnaire du ou des compartiment(s) concerné(s) conservera le droit de demander le rachat de tout ou partie de ses actions par la Société, qui les rachète sans frais, pendant une période minimale de 1 mois à compter de la date de publication de la décision relative à la fusion.

Sauf indications particulières relatives à une catégorie ou à un compartiment, tout actionnaire a le droit de demander l'échange de toutes ou de quelques unes de ses actions en actions d'une autre catégorie du même ou d'un autre compartiment. L'échange se fera selon les dispositions contenues dans les documents relatifs à la vente.

La demande de conversion sera présentée selon les termes prévalant pour les rachats.

**Art. 22.** Afin de déterminer les prix d'émission, de rachat et de conversion par action, la Valeur Nette d'Inventaire des actions de chaque compartiment dans la Société sera calculée périodiquement par la Société, mais en aucun cas

moins de une fois par mois, comme le conseil d'administration le déterminera (le jour de la détermination de la valeur nette d'inventaire des actions est désigné dans les présents statuts comme «jour d'évaluation»). Si le jour d'évaluation est un jour férié légal ou bancaire à Luxembourg, le jour d'évaluation sera alors le premier jour ouvrable bancaire suivant.

Le Conseil d'Administration est autorisé à suspendre temporairement le calcul de la valeur des actifs nets d'un ou de plusieurs compartiments, ainsi que les émissions, les rachats et les conversions d'actions dans les cas suivants:

- a) lorsque la valeur nette d'inventaire des actions des Organismes de Placement Collectif sous-jacents représentant une part substantielle des investissements du compartiment ne peut être déterminée;
- b) pendant toute période durant laquelle l'un des principaux marchés ou l'une des principales bourses de valeurs auxquelles une portion substantielle des investissements d'un compartiment est cotée, se trouve fermé, sauf pour les jours de fermeture habituels, ou pendant laquelle les échanges y sont sujets à des restrictions importantes ou suspendus;
- c) lorsque la situation politique, économique, militaire, monétaire, sociale, ou tout événement de force majeure, échappant à la responsabilité ou au pouvoirs de la Société, rendent impossible la disposition de ses avoirs par des moyens raisonnables et normaux, sans porter gravement préjudice aux intérêts des actionnaires;
- d) pendant toute rupture des communications normalement utilisées pour déterminer le prix de n'importe quel investissement de la Société ou des prix courants sur un marché ou une bourse quelconque;
- e) lorsque des restrictions de change ou de mouvements de capitaux empêchent d'opérer les transactions pour compte de la Société ou lorsque les opérations d'achat ou de vente des actifs de la Société ne peuvent être réalisées à des taux de change normaux ou lorsque les paiements dus pour le rachat ou la conversion d'actions de la Société ne peuvent, dans l'opinion du conseil d'administration être effectués à des taux de change normaux;
- f) dès la convocation à une Assemblée au cours de laquelle la dissolution de la Société sera proposée.

Les souscripteurs et actionnaires offrant des actions au rachat seront avisés de la suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire.

Les souscriptions et demandes de rachat en suspens pourront être retirées par notification écrite pour autant que celle-ci soit reçue par la Société avant la cessation de la suspension.

Les souscriptions et rachats en suspens seront pris en considération le premier jour d'évaluation faisant suite à la cessation de la suspension.

**Art. 23.** La Valeur Nette d'Inventaire des actions de chaque catégorie de chaque compartiment de la Société s'exprimera dans la devise du compartiment concerné (excepté que lorsqu'il existe une situation qui, de l'avis du conseil d'administration, rend la détermination dans cette devise ou bien impossible ou bien dommageable pour les actionnaires, la Valeur Nette d'Inventaire pourra être temporairement déterminée dans toute autre devise que le conseil d'administration déterminera) par un chiffre par action, et sera évaluée en divisant au jour d'évaluation les avoirs nets de la Société correspondant à telle catégorie (constitués par les avoirs correspondant à telle catégorie de la Société moins les engagements attribuables à cette catégorie) par le nombre des actions de la Société alors en circulation pour cette catégorie et en arrondissant le chiffre ainsi obtenu au centième de l'unité monétaire la plus proche. La valeur nette d'une action peut dépendre de la catégorie à laquelle elle se rattache, suivant ce qui est dit au point F. du présent Article.

A. Les avoirs de la Société sont censés comprendre:

1. toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts échus non encore touchés et les intérêts courus sur ces dépôts jusqu'au jour d'évaluation;
2. tous les effets et billets payables à vue et les comptes à recevoir (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été touché);
3. tous les titres, parts, actions, obligations, droits d'option ou de souscription et autres investissements et valeurs mobilières qui sont la propriété de la SICAV;
4. tous les dividendes et distributions à recevoir par la SICAV en espèces ou en titres dans la mesure où la SICAV en avait connaissance;
5. tous les intérêts échus non encore perçus et tous les intérêts produits jusqu'au jour d'évaluation par les titres qui sont la propriété de la SICAV, sauf si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;
6. les frais d'établissement de la SICAV, dans la mesure où ils n'ont pas été amortis;
7. tous les autres actifs de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur de ces avoirs sera déterminée de la façon suivante:

a) Les parts d'Organismes de Placement Collectif sont évaluées sur base de leur dernière valeur nette d'inventaire disponible sauf si, la dernière valeur nette d'inventaire publiée date de plus de 10 jours ouvrables après le jour d'évaluation, dans quel cas, elle sera estimée avec prudence et bonne foi et selon des principes et procédures généralement admis.

b) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance et des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance, mais non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

c) L'évaluation de toute valeur admise à une cote officielle ou sur tout autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public est basée sur le dernier cours connu à Luxembourg, le jour d'évaluation, et, si cette valeur est traitée sur plusieurs marchés, sur base du dernier cours connu du marché principal de cette valeur; si le dernier cours connu n'est pas représentatif, l'évaluation se basera sur la valeur probable de réalisation que le Conseil d'Administration estimera avec prudence et bonne foi.

Les valeurs non cotées ou non négociées sur un marché boursier ou sur tout autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi.

d) Tous les autres avoirs seront évalués par les administrateurs sur base de la valeur probable de réalisation, laquelle doit être estimée de bonne foi et selon des principes et procédures généralement admis.

Les avoirs non exprimés dans la devise du compartiment seront convertis en cette devise au taux de change en vigueur à Luxembourg le jour d'évaluation concerné.

B. Les engagements de la Société sont censés comprendre:

a) tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles;

b) toutes les obligations connues échues ou non échues, y compris toutes obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements soit en espèces soit en biens, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés, lorsque le jour d'évaluation coïncide avec la date à laquelle se fera la détermination de la personne qui y a, ou y aura droit;

c) une réserve appropriée pour impôts futurs sur le capital et sur le revenu, courus jusqu'au jour d'évaluation et déterminée périodiquement par la Société et le cas échéant d'autres réserves autorisées ou approuvées par le conseil d'administration;

d) tous autres engagements de la Société de quelque nature et sorte que ce soit à l'exception des engagements représentés par les actions de la société. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société prendra en considération toutes les dépenses payables par elle, ce qui comprend les frais de constitution, les frais payables à ses gestionnaires, conseillers en investissements, comptable, dépositaire, agent administratif, agent domiciliaire, agent de transfert, agents payeurs et représentants permanents aux lieux d'enregistrement, tout autre agent employé par la Société, les frais pour les services juridiques et de révision, les frais de cotation en bourse, les frais d'enregistrement de la Société et du maintien de cet enregistrement auprès d'institutions gouvernementales, les dépenses de publicité, d'imprimerie y compris le coût de publicité et de préparation et d'impression des certificats, prospectus, mémoires explicatifs ou déclarations d'enregistrement, impôts ou taxes gouvernementales et toutes autres dépenses opérationnelles y compris les coûts d'achat et de vente des avoirs, intérêts, frais bancaires et de courtage, postaux, de téléphone et de télex. La Société pourra calculer les dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou toute autre période en répartissant le montant au prorata des fractions de cette période.

C. Les avoirs nets de la Société signifient les avoirs de la société tels que définis ci-dessus moins les engagements tels que définis ci-dessus, le jour d'évaluation au cours duquel la Valeur Nette d'Inventaire des actions est déterminée. Le capital de la Société sera à tout moment égal aux avoirs nets de la Société. Les avoirs nets de la Société sont égaux à l'ensemble des avoirs nets de tous les compartiments, la consolidation étant faite en Euro.

D. Répartition des avoirs et engagements:

Les administrateurs établiront pour chaque compartiment une masse d'avoirs communs de la manière suivante:

a) le produit de l'émission des actions de chaque compartiment sera affecté dans les livres de la Société à la masse d'avoirs établie pour ce compartiment, et les actifs, engagements, revenus et dépenses relatifs à ce compartiment seront imputés sur la masse d'avoirs de ce compartiment suivant les dispositions de cet Article;

b) les actifs qui dérivent d'autres actifs seront, dans les livres de la Société, attribués à la même masse d'avoirs que les actifs dont ils sont dérivés. En cas de plus-value ou de moins-value d'un actif, l'accroissement ou la diminution de valeur de cet actif sera imputé sur la masse d'avoirs du compartiment auquel cet actif est attribuable;

c) tous les engagements de la Société qui pourront être attribués à un compartiment particulier seront imputés à la masse d'avoirs de ce compartiment;

d) les actifs, engagements, charges et frais qui ne pourront pas être attribués à un compartiment particulier seront imputés aux différents compartiments à parts égales ou, pour autant que les montants en cause le justifient, au prorata de leurs actifs nets respectifs.

La Société constitue une seule et même entité juridique; toutefois les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment; dans les relations des actionnaires entre eux, chaque compartiment est traité comme une entité à part.

E. Pour les besoins de cet Article:

a) chaque action de la Société qui sera en voie d'être rachetée suivant l'Article vingt et un ci-avant, sera considérée comme action émise et existante jusqu'après la clôture du jour d'évaluation tel que défini dans cet Article et sera, à partir de ce jour et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considérée comme engagement de la société;

b) les actions à émettre par la Société en conformité avec des demandes de souscription reçues, seront traitées comme étant émises à partir de la clôture du jour d'évaluation tel que défini dans cet Article et ce prix sera traité comme une dette due à la Société jusqu'à sa réception par celle-ci;

c) tous investissements, soldes en espèces et autres avoirs de la Société seront évalués après qu'il aura été tenu compte des taux du marché ou des taux de change en vigueur au jour de la détermination de la valeur nette d'inventaire des actions et

d) dans la mesure du possible, effet sera donné au jour d'évaluation à tout achat ou vente de valeurs mobilières contractés par la Société un tel jour d'évaluation.

e) à la suite du paiement de dividendes aux propriétaires d'actions d'un quelconque compartiment, la valeur de l'actif net de ce compartiment sera réduite du montant de ces dividendes.

F. La valeur des actions de distribution d'un compartiment sera déterminée en divisant au jour d'évaluation les avoirs nets de ce compartiment, constitués par ses avoirs moins ses engagements, par le nombre d'actions de distribution en circulation augmenté du nombre d'actions de capitalisation en circulation multiplié par la parité du moment. La valeur des actions de capitalisation correspondra à la valeur des actions de distribution multipliée par cette parité.



La valeur de la catégorie distribution et de la catégorie capitalisation est fixée en temps opportun par le pourcentage que chaque catégorie représente dans le capital social du départ. Durant la vie de la Société, la part relative de chaque catégorie dans le capital social varie en fonction de la parité et des souscriptions et rachats de chaque catégorie, de la manière suivante:

- d'une part, la parité est égale à l'unité lors du lancement et est recalculée à chaque paiement de dividende selon la formule qui consiste à diviser la valeur de l'action de distribution cum-dividende par la valeur de l'action de distribution ex-dividende, et à multiplier par la parité existante; à chaque paiement de dividende, la part relative de la catégorie capitalisation s'apprécie par rapport à la catégorie distribution;

- d'autre part, les souscriptions et rachats d'une catégorie influencent la part relative de cette catégorie puisqu'ils affectent de la même manière le capital social.

**Art. 24.** Lorsque la Société offre des actions d'un quelconque compartiment en souscription, le prix par action auquel pareilles actions seront offertes et émises sera égal à la Valeur Nette d'Inventaire telle qu'elle est définie, pour le compartiment et la catégorie correspondants dans les présents statuts, majorée éventuellement d'une commission telle que prévue dans les documents relatifs à la vente.

Toute rémunération à des agents intervenant dans le placement des actions sera payée à l'aide de cette commission. Le prix ainsi déterminé sera payable au plus tard 5 jours ouvrables bancaires après le jour d'évaluation concerné.

**Art. 25.** L'exercice social de la Société commencera le premier jour d'octobre de chaque année et se terminera le dernier jour de septembre de l'année suivante.

**Art. 26.** Lors de l'assemblée générale annuelle, les propriétaires d'actions de distribution de chaque compartiment statueront, sur proposition du conseil d'administration, sur le montant des distributions en espèces à faire aux actions de distribution du compartiment concerné, en respectant les limites tracées par la loi et les statuts. Le conseil d'administration peut également décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes aux actions de distribution.

Les dividendes annoncés pourront être payés dans la devise du compartiment concerné aux temps et lieux choisis par le conseil d'administration.

**Art. 27.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires effectuant cette liquidation et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Les opérations de liquidation seront conduites conformément à la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif.

Les produits nets de liquidation correspondant à chaque compartiment seront distribués par les liquidateurs aux actionnaires de chaque compartiment proportionnellement à leur part dans leur compartiment respectif.

Le conseil d'administration se réserve la possibilité de prévoir la liquidation automatique d'un compartiment lorsque ses actifs nets deviennent inférieurs à un certain seuil, tel que fixé de temps à autre par le conseil d'administration.

**Art. 28.** Les présents statuts pourront être modifiés de temps à autre par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise.

Toute modification affectant les droits des actionnaires d'un quelconque compartiment ou d'une quelconque catégorie par rapport à ceux d'un quelconque autre compartiment ou d'une quelconque autre catégorie sera en outre soumise aux mêmes exigences de quorum et de majorité dans ce compartiment ou dans cette catégorie, pour autant que les actionnaires du compartiment ou de la catégorie en question soient présents ou représentés.

**Art. 29.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et des lois modificatives, ainsi qu'à la loi du trente mars mil neuf cent quatre-vingt-huit sur les organismes de placement collectif.

#### *Dispositions transitoires*

- La première assemblée générale annuelle se tiendra en février 2003.
- Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 30 septembre 2002.

#### *Souscription et Paiement*

Les souscripteurs ont souscrit le nombre d'actions et ont payé comptant les montants indiqués ci-après:

<i>Actionnaires</i>	<i>Capital souscrit</i>	<i>Nombre d'actions</i>
	<i>Catégorie C du compartiment</i>	<i>World</i>
	<i>Absolute Performance Funds</i>	
DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., prémentionnée .....	34.000,- EUR	340
2. LIREPA S.A., prémentionnée .....	1.000,- EUR	10
<b>Total:</b> .....	<b>35.000,- EUR</b>	<b>350</b>

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le constate expressément.

#### *Dépenses*

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société parce que résultant de sa formation sont estimés approximativement à deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 250.000,-).

*Constatations*

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'Article vingt-six de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été observées.

*Assemblée générale des actionnaires*

Les personnes sus-indiquées, représentant le capital souscrit en entier et se considérant comme ayant reçu une convocation régulière, ont immédiatement procédé à une assemblée générale extraordinaire.

Après avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, elle a adopté, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les personnes suivantes sont nommées administrateurs:

- M. Bernard Herman, Administrateur-délégué, DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.
  - M. Mario Guetti, Directeur, DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG,
  - M. Daniel Kuffer, Sous-Directeur, DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG,
  - M. Nicolas Gomart, Directeur de DEXIA ASSET MANAGEMENT FRANCE,
  - M. Luc Hernoux, Attaché de Direction, DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG.
- M. Bernard Herman est nommé président.

*Deuxième résolution*

Le siège social de la société est établi au 69, route d'Esch, Luxembourg.

*Troisième résolution*

Est nommé réviseur: PricewaterhouseCoopers, Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec le notaire instrumentant la présente minute.

Signé: F. Guillaume, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 6 décembre 2001, vol. 420, fol. 30, case 1. – Reçu 50.000 francs.

*Le Receveur (signé):* A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 6 décembre 2001.

E. Schroeder.

(78761/228/534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2001.

**ROBECO INTEREST PLUS FUNDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.  
(anc. RG INTEREST PLUS FUNDS).**

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.  
R. C. Luxembourg B 40.490.

In the year two thousand and one, on the twenty-ninth of November.  
Before Us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of RG INTEREST PLUS FUNDS having its registered office in Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Martine Weinandy, notary residing in Clervaux, on the 2nd of June 1992, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations of the 11th of July 1992.

The articles of incorporation were amended for the last time by deed of the undersigned notary, on the 14th of January 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the 27th of April 1999, number 291.

The meeting was presided by Mrs Caroline Denies, juriste, residing in Mamer.

The chairman appointed as secretary Mrs Sylvie Dobson, employée privée, residing in F-Himeling.

The meeting elected as scrutineer Mrs Sandra Neymeyer, employée privée, residing in F-Hagondange.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- It appears from the attendance list, that out of 875.508,5467 outstanding shares, 5 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

A first extraordinary general meeting, convoked upon the notices set forth in the minutes, with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, was held on the 26th of October 2001 and could not validly decide on the items of the agenda for lack of the legal quorum.

According to article 67 and 67-1 of the law on commercial companies the present meeting is authorized to take resolutions whatever the proportion of the represented capital may be.

III.- The present meeting has been convoked by notices containing the agenda and published:

- in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the:

30th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the Luxemburger Wort of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «NRC Handelsblad» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «Financieel Economische Tijd» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;  
 - in the «L'Echo de la Bourse» of the:  
 27th of October 2001 and 13th of November 2001;  
 - in the «Le Temps» of the:  
 27th of October 2001 and 13th of November 2001;  
 - in the «Républicain Lorrain» of the:  
 27th of October 2001 and 13th of November 2001;  
 - in the «Neue Zürcher Zeitung» of the:  
 27th of October 2001 and 13th of November 2001;  
 - in the «Feuille Officielle Suisse du Commerce» of the:  
 29th of October 2001 and 13th of November 2001;  
 - in the «Wiener Zeitung» of the:  
 29th of October 2001 and 13th of November 2001;  
 - in the «Frankfurter Allgemeine Zeitung» of the:  
 27th of October 2001 and 13th of November 2001;  
 - in the «Il sole 24 ore» of the:  
 27th of October 2001 and 13th of November 2001;  
 - in the «Financial Times» of the:  
 27th of October 2001 and 13th of November 2001;  
 - sent by mail to the shareholders on the 14th of November 2001.  
 IV.- That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

- 1.- To amend article one of the Articles of Incorporation of the Company to change its name to ROBECO INTEREST PLUS FUNDS.
- 2.- To amend article twenty-three of the Articles of Incorporation of the Company to delete the provisions providing for cross-liabilities between the sub-funds.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The meeting decides to amend article one of the Articles of Incorporation of the Company to change its name to ROBECO INTEREST PLUS FUNDS.

Article one of the articles of incorporation now reads as follows:

**«Art. 1.**

There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable under the name of ROBECO INTEREST PLUS FUNDS.»

*Second resolution*

The meeting decides to amend article 23 of the Articles of Incorporation of the Company to delete the provisions providing for cross-liabilities between the subfunds.

Article twenty-three, C d) now reads as follows:

**«Art. 23 C d).**

d. in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the net assets of the relevant sub-funds.»

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille un, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société RG INTEREST PLUS FUNDS, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Martine Weinandy, notaire de résidence à Clervaux, en date du 2 juin 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du 11 juillet 1992.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 14 janvier 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 27 avril 1999, numéro 291.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Caroline Denies, juriste, demeurant à Mamer.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Sylvie Dobson, employée privée, demeurant à F-Himeling.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sandra Neymeyer, employée privée, demeurant à F-Hagondange.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que des 875.508,5467 actions en circulation, 5 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

Une première assemblée générale extraordinaire, convoquée suivant les modalités indiquées dans le procès-verbal de cette assemblée, et ayant le même ordre du jour que la présente assemblée, s'est tenue en date du 26 octobre 2001 et n'a pu délibérer sur l'ordre du jour pour défaut du quorum légal requis.

En vertu de l'article 67 et 67-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, la présente assemblée est autorisée à prendre des résolutions indépendamment de la proportion du capital représenté.

III.- Que la présente assemblée a été convoquée par des avis de convocation contenant l'ordre du jour et publiés:

- au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date des:

30 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Luxemburger Wort», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Le Républicain Lorrain», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «NRC Handelsblad», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Financieel Economische Tijd», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «L'Echo de la Bourse», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Le Temps», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Neue Zürcher Zeitung», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Feuille Officielle Suisse du Commerce», en date des:

29 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Wiener Zeitung», en date des:

29 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Frankfurter Allgemeine Zeitung», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Il sole 24 ore», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

au journal «Financial Times», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- par lettres envoyées aux actionnaires en date du 14 novembre 2001.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Modification du premier article des statuts de la société pour changer la dénomination en ROBECO INTEREST PLUS FUNDS.

2.- Modification de l'article vingt-trois des statuts de la société en supprimant les dispositions concernant les engagements croisés des sous-fonds.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de modifier le premier article des statuts de la société pour changer la dénomination en ROBECO INTEREST PLUS FUNDS.

Le premier article des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite, une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable, sous la dénomination de ROBECO INTEREST PLUS FUNDS.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 23 des statuts de la société en supprimant les dispositions concernant les engagements croisés des sous-fonds.

L'article vingt-trois, C d) aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 23. C d).**

d). au cas où un actif ou un passif de la Société ne peut pas être attribué à une masse déterminée, cet actif ou passif sera attribué à toutes les masses au prorata des actifs nets des sous-fonds concernés.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Denies, S. Dobson, S. Neymeyer, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 3 décembre 2001, vol. 420, fol. 24, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 7 décembre 2001.

E. Schroeder.

(78767/228/172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2001.

## BERENBERG FUND-OF-FUNDS, Fonds Commun de Placement.

### Änderungsbeschuß

Im Rahmen des BERENBERG FUND-OF-FUNDS - SELECT S.T.A.R. FONDS, eines Teilfonds des Sondervermögens BERENBERG FUND-OF-FUNDS, eines Organismus für gemeinsame Anlagen im Sinne des Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen, hat der Verwaltungsrat der BERENBERG LUX INVEST S.A. («Verwaltungsgesellschaft»), mit Zustimmung der DZ BANK INTERNATIONAL S.A. («Depotbank») beschlossen, das am 28. März 2001 in Kraft getretene und am 20. Juli 2001 geänderte Sonderreglement in den folgenden Punkten neu zu fassen:

#### I. Art. 3. Kosten

Artikel 3 Nr 1 wurde um einen zweiten Absatz ergänzt. Artikel 3 Nr 1 lautet nun mehr wie folgt:

«Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von maximal 1,1% p.a., das monatlich nachträglich auf das Netto-Teilfondsvermögen am Monatsultimo berechnet und ausgezahlt wird.

Daneben erhält die Verwaltungsgesellschaft aus dem Teilfondsvermögen eine wertentwicklungsorientierte Vergütung (Performance-Fee), welche 10% p.a. des die Wertentwicklung des MSCI World Index pro Geschäftsjahr übersteigenden Wertzuwachses des Netto-Teilfondsvermögens beträgt und am Ende des Geschäftsjahres berechnet und ausgezahlt wird. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das folgende Geschäftsjahr zum Zwecke der Berechnung der Performance-Fee vorgetragen.»

#### II. Art. 6. Inkrafttreten

Es wurde beschlossen, Artikel 6 wie folgt zu ändern:

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 28. März 2001 in Kraft getreten und am 4. Mai 2001 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht worden.

Änderungen desselben traten am 20. Juli 2001 und am 23. Dezember 2001 in Kraft und wurden am 29. August 2001 und am 28. Dezember 2001 im Mémorial veröffentlicht.

Die vorstehenden Änderungen treten am 23. Dezember 2001 in Kraft.

Dieser Beschluß wurde in drei Exemplaren ausgefertigt.

Luxemburg, den 7. Dezember 2001.

Unterschriften

Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft

Depotbank

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2001, vol. 562, fol. 17, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(79247/000/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2001.

## BERENBERG FUND-OF-FUNDS, Fonds Commun de Placement.

### Änderungsbeschuß

Im Rahmen des BERENBERG FUND-OF-FUNDS - DYNAMIC SELECT FONDS, eines Teilfonds des Sondervermögens BERENBERG FUND-OF-FUNDS, eines Organismus für gemeinsame Anlagen im Sinne des Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen hat der Verwaltungsrat der BERENBERG LUX INVEST S.A. («Verwaltungsgesellschaft»), mit Zustimmung der DZ BANK INTERNATIONAL S.A. («Depotbank») beschlossen, das am 13. Juli 2000 in Kraft getretene und am 28. März 2001 sowie am 20. Juli 2001 geänderte Sonderreglement in den folgenden Punkten neu zu fassen:

#### I. Art. 3. Kosten

Im ersten Absatz des Artikel 3 Nr 1 wurde der Erhöhung der Verwaltungsvergütung von 1,1% p.a. auf 1,5% p.a. Rechnung getragen. Der erste Absatz des Artikel 3 Nr 1 lautet nunmehr wie folgt:

«Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von maximal 1,5% p.a., das monatlich nachträglich auf das Netto-Teilfondsvermögen am Monatsultimo berechnet und ausgezahlt wird.»

**II. Art. 6. Inkrafttreten**

Es wurde beschlossen, Artikel 6 wie folgt zu ändern:

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 13. Juli 2000 in Kraft getreten und am 12. August 2000 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht worden.

Änderungen desselben traten am 28. März 2001, am 20. Juli 2001 und am 23. Dezember 2001 in Kraft und wurden am 4. Mai 2001, am 29. August 2001 und am 28. Dezember 2001 im Mémorial veröffentlicht.

Die vorstehenden Änderungen treten am 23. Dezember 2001 in Kraft.

Dieser Beschluß wurde in drei Exemplaren ausgefertigt.

Luxemburg, den 7. Dezember 2001.

Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2001, vol. 562, fol. 17, case 6. – Reçu 500 francs.

Unterschriften

Depotbank

Le Receveur (signé): J. Muller.

(79248/000/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2001.

**BERENBERG FUND-OF-FUNDS, Fonds Commun de Placement.***Änderungsbeschluß*

Im Rahmen des Sondervermögens BERENBERG FUND-OF-FUNDS, eines Organismus für gemeinsame Anlagen im Sinne des Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen, mit seinen Teilfonds BERENBERG FUND-OF-FUNDS - DYNAMIC SELECT FONDS und BERENBERG FUND-OF-FUNDS - SELECT S.T.A.R. FONDS, hat der Verwaltungsrat der BERENBERG LUX INVEST S.A. («Verwaltungsgesellschaft»), mit Zustimmung der DZ BANK INTERNATIONAL S.A. («Depotbank»), beschlossen, das, in Form des Verwaltungsreglements erstmals am 13. Juli 2000 in Kraft getretene und am 28. März 2001 sowie am 20. Juli 2001 geänderte, Allgemeine Verwaltungsreglement in den folgenden Punkten neu zu fassen:

I. Der Absatz vor «Artikel 1 - Der Fonds» wird hinsichtlich der Daten bezüglich des Inkrafttretens der einzelnen Reglements sowie des Inkrafttretens ihrer Änderungen und bezüglich der Veröffentlichung der einzelnen Reglements sowie der Veröffentlichung ihrer Änderungen wie folgt neu gefaßt:

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und des Anteilinhabers hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie dem, im Anschluß an dieses Allgemeine Verwaltungsreglement abgedruckten, Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds. Das Allgemeine Verwaltungsreglement trat, in Form des Verwaltungsreglements, am 13. Juli 2000 in Kraft und wurde erstmals am 12. August 2000 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial») veröffentlicht. Änderungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements traten am 28. März 2001, am 20. Juli 2001 und am 7. Dezember 2001 in Kraft und wurden am 4. Mai 2001, am 29. August 2001 und am 28. Dezember 2001 im Mémorial veröffentlicht. Das Datum des Inkrafttretens sowie das Datum der Veröffentlichung des jeweiligen Sonderreglements und der Veröffentlichung etwaiger Änderungen desselben, werden in dem betreffenden Sonderreglement für den jeweiligen Teilfonds aufgeführt.

**II. Art. 3. Die Depotbank**

In Artikel 3 Nr 1, erster Satz wird der Name der Depotbank entsprechend der am 7. Dezember 2001 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» veröffentlichten Fusion der beiden Häuser GZ-BANK INTERNATIONAL S.A. und DG BANK LUXEMBOURG S.A. in DZ BANK INTERNATIONAL S.A. geändert. Dieser Satz lautet nunmehr wie folgt: «Depotbank des Fonds ist die DZ BANK INTERNATIONAL S.A.»

**III. Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik**

1. In Artikel 4 Nr 1, siebter Absatz, wurde in der letzten Zeile das Wort «anderen» eingefügt, so daß der Wortlaut dieses Absatzes nunmehr wie folgt lautet:

«Die Investmentanteile der vorgenannten Zielfonds sind in der Regel nicht börsennotiert. Soweit sie börsennotiert sind, handelt es sich um eine Börse in einem Mitgliedstaat des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum, in einem anderen OECD-Land oder in Hongkong.»

2. In Artikel 4 Nr 1, zehnter Absatz, wurde in der ersten Zeile das Wort «Zielfondsanteile» in «Anteile an Zielfonds» umformuliert. Dieser Absatz lautet daher nunmehr wie folgt:

«Für den jeweiligen Teilfonds dürfen Anteile an Zielfonds, die ihrerseits mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, entweder nicht oder nur dann erworben werden, wenn diese Anteile nach den Vertragsbedingungen des Investmentfonds oder der Satzung der Investmentgesellschaft anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen.»

3. In Artikel 4 Nr 6 Buchstabe a) wurde der Satzteil «zum Zeitpunkt des Abschlusses der Option» eingefügt. Der Wortlaut des Absatzes a) lautet nun:

«Wertpapierleerverkäufe oder der Verkauf von Call-Optionen auf Vermögensgegenstände, die zum Zeitpunkt des Abschlusses der Option nicht zum jeweiligen Teilfondsvermögen gehören, sind nicht zulässig.»

4. In Artikel 4 Nr 7 Buchstabe a) wurde der Absatz um den Satzteil «...oder um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einchuß- oder Nachschußverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.» ergänzt. Der Absatz lautet nunmehr wie folgt:

«Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstaben

b) oder um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einschuß- oder Nachschußverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.»

#### IV. Art. 5. Anteile - Ausgabe von Anteilen

In Artikel 5 Nr 5, dritter Satz wurde der Satzteil «nach dem entsprechenden Bewertungstag» hinzugefügt während «nach Eingang des Zeichnungsantrages bei der Depotbank oder einer der Zahlstellen, und zwar nachdem der Zeichnungsantrag unmittelbar oder über eine andere der unten in Nr 6 genannten Stellen bei der Depotbank eingegangen ist (unter Einschluß des Tages des Eingangs des Zeichnungsantrages)» gestrichen wurde. Artikel 5 Nr 5 lautet nunmehr wie folgt:

«Anteile werden an jedem Tag, der ein Bankarbeitstag in Luxemburg und Frankfurt am Main ist («Bewertungstag»), ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 Nr 4 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, zuzüglich eines Ausgabeaufschlages zugunsten der Vertriebsstelle, dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement aufgeführt ist. Der Ausgabepreis ist innerhalb von drei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in Luxemburg zahlbar. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.»

#### V. Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen

1. Im ersten Satz des Artikel 9 Nr 8 wurde das Wort «maximal» durch die Worte «bis zu» ersetzt.

2. Im vorletzten Satz des Artikel 9 Nr 9 wurde «an die depotführende Stelle überwiesen, welche diesen Überschuß an den jeweiligen Anteilinhaber weiterleitet.» eingefügt, während dafür «diesem umgehend durch Zusendung eines Verrechnungsschecks vergütet oder auf Wunsch durch eine der Zahlstellen in bar ausgezahlt.» gestrichen wurde. Daher lautet dieser Absatz nunmehr wie folgt:

«Umtauschanträge, welche bis spätestens 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Anteilwert des darauffolgenden Bewertungstages, zuzüglich der Umtauschprovision, abgerechnet. Umtauschanträge, welche nach 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Anteilwert des übernächsten Bewertungstages, zuzüglich der Umtauschprovision, abgerechnet. Ein sich aus dem Umtausch von Inhaberanteilen ergebender Überschuß von mehr als 10,- Euro zugunsten des Anteilinhabers wird an die depotführende Stelle überwiesen, welche diesen Überschuß an den jeweiligen Anteilinhaber weiterleitet. Ein geringerer Überschuß verfällt zugunsten des Teilfonds, in den angelegt wird.»

#### VI. Art. 12. Kosten

1. In Artikel 12 Nr 1, dritter Absatz wurde das Wort «vorgenannten» eingefügt. Der Absatz lautet daher wie folgt: «Neben den vorgenannten Vergütungen der Verwaltungsgesellschaft für die Verwaltung der Teilfonds wird dem jeweiligen Teilfondsvermögen mittelbar eine Verwaltungsvergütung für die in ihm enthaltenen Zielfonds berechnet.»

2. In Artikel 12 Nr 5 Buchstabe m) wurde «eines etwaigen» durch «des» ersetzt. Dieser Absatz lautet von nun an: «Auslagen des Anlageausschusses;»

Die vorstehenden Änderungen treten am Tag der Unterzeichnung dieses Beschlusses in Kraft. Dieser Beschluß wurde in drei Exemplaren ausgefertigt.

Luxemburg, den 7. Dezember 2001.

Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2001, vol. 562, fol. 17, case 6. – Reçu 500 francs.

Unterschriften

Depotbank

Le Receveur (signé): J. Muller.

(79249/000/91) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2001.

### OP INVEST SWISS SMALL & MID CAP, Fonds commun de placement, (anc. OPM David FUND (Swiss Smaller Companies)).

Das Verwaltungsreglement des nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg als «Fonds Commun de Placement» errichteten und zum öffentlichen Vertrieb in Luxemburg zugelassenen Sondervermögens OPM David FUND Swiss Smaller Companies wird in einen Allgemeinen Teil und einen Besonderen Teil gegliedert. Der Allgemeine Teil beinhaltet die rechtlichen Grundlagen sowie die allgemeinen Anlagerichtlinien; der Besondere Teil enthält die fondsspezifischen Angaben und die Anlagepolitik des Fonds.

Gleichzeitig wird der Fonds umbenannt in:

OP Invest Swiss Small & Mid Cap

Der Allgemeine Teil des Fonds erhält folgenden neuen Wortlaut:

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilinhaber hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement.

*Allgemeiner Teil*

#### Art. 1. Grundlagen

1. Der Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen. Er wurde als «Fonds Commun de Placement» nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet. Er besteht aus Wertpapieren sowie sonstigen Vermögenswerten (nachstehend «Fondsvermögen» genannt) und wird von der OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A., einer Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (nachstehend «Verwaltungsgesellschaft» genannt) im eigenen Namen für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (nachstehend «Anteilinhaber» genannt) verwaltet.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikostreuung gesondert von ihrem eigenen Vermögen an. Über die sich hieraus ergebenden Rechte stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilhabern Anteilzertifikate oder Anteilbestätigungen gemäß Artikel 14 dieses Verwaltungsreglements (beide nachstehend «Anteilscheine» genannt) aus.

3. Die Anteilhaber sind an dem Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

4. Mit dem Anteilerwerb erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie dessen genehmigte und veröffentlichte Änderungen an.

5. Die jeweils gültige Fassung dieses Verwaltungsreglements sowie sämtliche Änderungen werden im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (nachstehend «Mémorial» genannt), veröffentlicht.

## **Art. 2. Depotbank**

1. Die Depotbank wird von der Verwaltungsgesellschaft bestellt. Ihre Funktion richtet sich nach dem Gesetz und diesem Verwaltungsreglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag und dem Gesetz.

2. Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden kann. Die Depotbank ist berechtigt, unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung zu geben.

3. Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzten Vergütungen. Sie entnimmt auch, jedoch nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, die ihr selbst nach diesem Verwaltungsreglement zustehenden Entgelte. Die Regelungen in Artikel 18 dieses Verwaltungsreglements betreffend die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren bleiben unberührt.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

- a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

5. Depotbank und Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird jedoch erst wirksam, wenn eine Bank, welche die Bedingungen des Gesetzes über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zum Zeitpunkt der Übernahme wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen gemäß Artikel 17 des vorerwähnten Gesetzes in vollem Umfang nachkommen.

## **Art. 3. Fondsverwaltung**

1. Die Verwaltungsgesellschaft handelt in Erfüllung ihrer Obliegenheiten unabhängig von der Depotbank und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen und/oder sich des Rates eines Anlageausschusses bedienen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist nach den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements insbesondere berechtigt, mit den Geldern, die von Anteilhabern in den Fonds eingezahlt wurden, Wertpapiere und sonstige Vermögenswerte zu erwerben, diese wieder zu veräußern und den Erlös anderweitig anzulegen. Sie ist ferner zu allen sonstigen Rechtshandlungen ermächtigt, die sich aus der Verwaltung des Fondsvermögens ergeben.

## **Art. 4. Börsen und Geregelte Märkte**

Die Verwaltungsgesellschaft wird das Fondsvermögen grundsätzlich in Wertpapieren anlegen, die:

1. an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines Drittstaats gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, oder

2. aus Neuemissionen stammen, deren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt im Sinne von Ziffer 1 zu beantragen, und deren Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

## **Art. 5. Verbriefte Rechte, nicht notierte Wertpapiere**

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, bis zu 10% des Netto-Fondsvermögens in verbrieften Rechten, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt sind, oder in nicht an einer Börse amtlich notierten oder nicht an einem anderen geregelten Markt gehandelten Wertpapieren anzulegen.

## **Art. 6. Risikostreuung**

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds Wertpapiere eines Emittenten kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Fonds befindlichen Wertpapiere desselben Emittenten, 10% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Der Gesamtwert der im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapiere jeweils mehr als 5% des Netto-Fondsvermögens angelegt sind, darf 40% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen.

2. Sofern die Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder dessen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, so erhöht sich die Beschränkung ge-



mäß Absatz 1 von 10% auf 35% des Netto-Fondsvermögens. Die in Absatz 1 Satz 2 festgelegte Grenze von 40% gilt für diese Fälle nicht.

3. Für Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausgegeben werden und deren Emittenten aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber dieser Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, erhöhen sich die in Absatz 1 genannten Grenzen von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80%, vorausgesetzt, die betreffenden Kreditinstitute legen die Emissionserlöse nach den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten an, welche die Verbindlichkeiten aus Schuldverschreibungen über deren gesamte Laufzeit ausreichend decken und vorrangig für die bei Ausfällen des Emittenten fällig werdenden Rückzahlungen von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

4. Die Grenzen gemäß Absatz 1 bis 3 gelten nicht kumulativ, so daß Anlagen in Wertpapieren desselben Emittenten 35% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen dürfen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft darf für die von ihr verwalteten Investmentfonds insgesamt stimmberechtigte Aktien nicht in einem Umfang erwerben, der es ihr erlaubt, einen wesentlichen Einfluß auf die Geschäftspolitik des Emittenten auszuüben. Sie darf für den Fonds höchstens 10% der von einem Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien, Schuldverschreibungen oder Anteile eines Investmentfonds erwerben. Diese Grenze braucht für Schuldverschreibungen und Fondsanteile beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich das Gesamtemissionsvolumen bzw. die Zahl der ausgegebenen Anteile nicht berechnen läßt. Sie ist auch insoweit nicht anzuwenden, als diese Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, dessen Gebietskörperschaften oder von einem Drittstaat begeben werden oder garantiert sind oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben werden.

#### **Art. 7. Investmentanteile**

Die Verwaltungsgesellschaft kann bis zu 5% des Netto-Fondsvermögens in Anteile anderer offener Investmentfonds anlegen, wenn es sich hierbei um Organismen für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapieren im Sinne der Richtlinie 85/611/EWG vom 20. Dezember 1985 handelt und sofern deren Anlagepolitik mit derjenigen des Fonds übereinstimmt oder ihr zumindest ähnlich ist. Der Erwerb von Anteilen eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft, die von der Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, ist nur für den Fall eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft zulässig, der/die sich gemäß dessen Vertragsbedingungen bzw. deren Statuten auf die Anlage in einem bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert hat. In solchen Fällen darf die Verwaltungsgesellschaft auf diese Anteile keine Gebühren oder Kosten berechnen.

#### **Art. 8. Rückführung**

Die Anlagebeschränkungen gemäß Artikel 5 und 6 beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die genannten Prozentsätze nachträglich, d.h. durch Kurseinwirkungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber unverzüglich eine Rückführung in den vorgesehenen Rahmen anstreben.

#### **Art. 9. Wertpapierpensionsgeschäfte und Wertpapierleihe**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann für den Fonds Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen, wenn der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist. Solche Wertpapiere dürfen während der Laufzeit des Pensionsgeschäfts nicht veräußert werden. Der Umfang der Pensionsgeschäfte wird stets auf einem Niveau gehalten, das es dem Fonds ermöglicht, seiner Rückkaufverpflichtung jederzeit nachzukommen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann bis zur Höhe von 50% ihres Gegenwertes im Fonds befindliche Wertpapiere für höchstens 30 Tage im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems ausleihen, sofern das Wertpapierleihsystem auf einem anerkannten Abrechnungsmechanismus basiert oder durch eine Finanzeinrichtung erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist, organisiert wird. Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertes des Wertpapierbestandes erfassen, sofern dem Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen. Der Fonds muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich Sicherheiten erhalten, deren Höhe zur Zeit des Vertragsschlusses mindestens dem Wert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Die Sicherheiten können in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationale Organismen begeben wurden oder garantiert sind und die zu Gunsten des Fonds während der Laufzeit des Leihvertrages gesperrt werden.

#### **Art. 10. Techniken und Instrumente**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

2. Desweiteren kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente mit dem Ziel der Deckung von Währungs-, Zins- und Kursrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

3. Währungssicherungsgeschäfte nach Absatz 2 setzen eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Vermögenswerten voraus; sie dürfen diese grundsätzlich weder in der Höhe noch bezüglich der Restlaufzeit übersteigen.

4. Darüber hinaus ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, diese Techniken und Instrumente im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens auch für Geschäfte mit einem anderen Ziel als der Absicherung bestehender Engagements anzuwenden, sofern es sich hierbei nicht um Devisengeschäfte handelt.

5. Zu den angesprochenen Techniken und Instrumenten gehören u.a. der Kauf und Verkauf von Call- und Put-Optionen sowie der Kauf und Verkauf von Terminkontrakten über Devisen, Wertpapiere, Indizes, Zinsen und sonstige zulässige Finanzinstrumente.

6. Die Verwaltungsgesellschaft wird Instrumente, die nicht an einer Börse oder an einem Geregelten Markt gehandelt werden (OTC-Geschäfte) nur anwenden, wenn:

- der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist und
- der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem Geregelten Markt gehandelten Instrumenten nach Einschätzung der Verwaltungsgesellschaft für die Anteilhaber vorteilhaft ist. Der Abschluß von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung ermöglicht.

7. Die Summe aller Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

8. Die Summe aller Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das Netto-Fondsvermögen zu keinem Zeitpunkt übersteigen. Hierbei bleiben verkaufte Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im Fondsvermögen unterlegt sind.

9. Optionsscheine über Devisen, Indizes, Zinsen und sonstige zulässige Finanzinstrumente sind hinsichtlich der Bestimmungen der Absätze 1 bis 4 den Call- und Put-Optionen gleichgestellt und werden in die Anlagegrenzen gemäß Absatz 7 und 8 einbezogen.

#### **Art. 11. Kreditaufnahme**

Die Verwaltungsgesellschaft darf für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber kurzfristige Kredite bis zur Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens aufnehmen, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt. Ausgenommen von dieser Beschränkung sind Fremdwährungskredite in Form von «back-to-back»-Darlehen.

#### **Art. 12. Flüssige Mittel**

Bis zu 49% des Netto-Fondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln gehalten werden. Dazu zählen auch regelmäßig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer (Rest-) Laufzeit von bis zu 12 Monaten. In besonderen Ausnahmefällen ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, vorübergehend auch über 49% hinaus flüssige Mittel zu halten, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilhaber geboten erscheint.

#### **Art. 13. Unzulässige Geschäfte**

Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht:

1. Im Zusammenhang mit dem Erwerb nicht voll eingezahlter Wertpapiere Verbindlichkeiten übernehmen, die, zusammen mit Krediten gemäß, Artikel 11, 10% des Netto-Fondsvermögens überschreiten;
2. Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;
3. Wertpapiere erwerben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;
4. in Immobilien anlegen und Waren oder Warenkontrakte kaufen oder verkaufen;
5. Edelmetalle oder über Edelmetalle lautende Zertifikate erwerben;
6. Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, sofern dies nicht im Rahmen eines nach diesem Verwaltungsreglement zulässigen Geschäfts gefordert wird;
7. Wertpapierleerverkäufe tätigen;
8. an einer Börse, einem geregelten Markt oder mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind, gehandelte Optionen auf Wertpapiere sowie Optionen oder Optionsscheine auf Indizes und Finanzterminkontrakte kaufen und verkaufen, deren Prämien addiert 15% des Netto-Fondsvermögens übersteigen oder deren Kontraktwerte über das Netto-Fondsvermögen hinausgehen;
9. Call-Optionen verkaufen, die nicht durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind, es sei denn, der Fonds ist jederzeit in der Lage, die Deckung der daraus entstehenden offenen Positionen sicherzustellen, und die Summe der Ausübungspreise der ungedeckten Call-Optionen übersteigt nicht 25% des Netto-Fondsvermögens;
10. Put-Optionen verkaufen, wenn der Fonds nicht über ausreichend liquide Mittel verfügt, um die daraus entstehenden Verpflichtungen jederzeit in vollem Umfang erfüllen zu können.

#### **Art. 14. Anteilscheine**

1. Die Anteilzertifikate lauten auf den Inhaber und sind über einen Anteil oder eine Mehrzahl von Anteilen ausgestellt.
2. Die Anteilzertifikate tragen handschriftliche oder vervielfältigte Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.
3. Anteilzertifikate sind übertragbar. Mit der Übertragung eines Anteilzertifikats gehen die darin verbrieften Rechte über. Der Verwaltungsgesellschaft und/oder der Depotbank gegenüber gilt der Inhaber des Anteilzertifikats in jedem Fall als der Berechtigte.
4. Auf Wunsch der Anteilhaber und Weisung der Verwaltungsgesellschaft kann die Depotbank anstelle eines Anteilzertifikats eine Anteilbestätigung über erworbene Anteile ausstellen.
5. Der Abschnitt «Besonderer Teil» kann vorsehen, daß die Anteile in Globalzertifikaten verbrieft werden. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht in diesen Fällen nicht.

#### **Art. 15. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen**

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte. Die Anteile werden von der Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank ausgegeben. Die Anzahl der ausgegebenen Anteile und der entsprechenden Anteilscheine ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, die Ausgabe von

Anteilen vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich erstattet.

2. Die Anteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben werden.

3. Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile über die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank oder die Zahlstellen verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile zum jeweils geltenden Rücknahmepreis für Rechnung des Fonds zurückzunehmen.

4. Sofern in dem Abschnitt «Besonderer Teil» nichts Abweichendes geregelt ist, ist Bewertungstag jeder Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Düsseldorf und Luxemburg. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem Bewertungstag in der für den Fonds festgelegten Währung (nachstehend «Basiswährung» genannt).

5. Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank, die Anteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilinhaber, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat.

6. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, zum Beispiel devisa-rechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

#### **Art. 16. Ausgabe- und Rücknahmepreis**

1. Zur Errechnung des Ausgabe- und Rücknahmepreises ermittelt die Verwaltungsgesellschaft oder ein von ihr beauftragter Dritter unter Aufsicht der Depotbank den Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds (nachstehend «Inventarwert» genannt) an jedem Bewertungstag und teilt ihn durch die Zahl der umlaufenden Anteile (nachstehend «Inventarwert pro Anteil» genannt).

Dabei werden:

- a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;
- b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, jedoch an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Verwaltungsgesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können;
- c) Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- d) flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- e) Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- f) nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu dem letzten Devisenmittelkurs in die Basiswährung des Fonds umgerechnet.

2. Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann dem Inventarwert pro Anteil zur Abgeltung der Ausgabekosten ein Ausgabeaufschlag hinzugerechnet werden, dessen Höhe sich aus dem Abschnitt «Besonderer Teil» ergibt. Sofern in einem Land, in dem Anteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

3. Rücknahmepreis ist der nach Absatz 1 ermittelte Inventarwert pro Anteil.

4. Anteilkauflauf und -verkaufsaufträge, die bis 10.30 Uhr eingegangen sind, werden mit dem am nächstfolgenden Bewertungstag festgestellten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet, sofern sich aus dem Abschnitt «Besonderer Teil» nichts Abweichendes ergibt.

#### **Art. 17. Aussetzung**

1. Die Errechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen kann von der Verwaltungsgesellschaft zeitweilig ausgesetzt werden, wenn und solange:

- a) eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Fonds gehandelt wird (außer an gewöhnlichen Wochenenden und Feiertagen), geschlossen, der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist;
- b) die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann;
- c) die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;
- d) es unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Aussetzung und Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich sämtlichen Anteilinhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

#### **Art. 18. Kosten**

1. Der Verwaltungsgesellschaft steht für die Verwaltung des Fonds und der Depotbank für die Verwaltung und Verwahrung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung zu. Darüber hinaus erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr für jede Transaktion, die sie im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft durchführt.

2. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen die folgenden Aufwendungen zu Lasten des Fonds:

- a) im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten entstehende Kosten;
- b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie Rechenschafts-, Halbjahres- und ggfls. Zwischenberichte;
- c) Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts-, Halbjahres- und ggfls. Zwischenberichte sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreise und der Bekanntmachungen an die Anteilinhaber;
- d) Prüfungs- und Rechtsberatungskosten für den Fonds;
- e) Kosten und eventuell entstehende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
- f) Kosten für die Erstellung der Anteilzertifikate und ggfls. Ertränisscheine sowie Ertränisschein-Bogenerneuerung;
- g) ggfls. entstehende Kosten für die Einlösung von Ertränisscheinen;

- h) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteilscheine zum öffentlichen Vertrieb;
- i) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds insgesamt durch national und international anerkannte Ratingagenturen;
- j) Gründungskosten des Fonds.

#### **Art. 19. Rechnungslegung**

1. Der Fonds und dessen Bücher werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.

2. Spätestens vier Monate nach Ende eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Fonds.

3. Längstens zwei Monate nach Ablauf der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Fonds.

4. Die Berichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.

#### **Art. 20. Dauer und Auflösung des Fonds sowie Kündigung der Verwaltungsgesellschaft**

1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluß der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltung des Fonds mit einer Frist von mindestens drei Monaten kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in dann zu bestimmenden Tageszeitungen der Länder veröffentlicht, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds zu verwalten. In diesem Fall geht das Verfügungsrecht über den Fonds auf die Depotbank über, die ihn gemäß Absatz 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilinhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung nach Artikel 18 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Fonds nach Maßgabe des Verwaltungsreglements einer anderen Luxemburger Verwaltungsgesellschaft übertragen.

3. Wird der Fonds aufgelöst, ist dies im Mémorial sowie zusätzlich in drei Tageszeitungen zu veröffentlichen. Die Verwaltungsgesellschaft wird zu diesem Zweck neben einer luxemburgischen Tageszeitung, Tageszeitungen der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Ausgabe- und Rücknahme von Anteilen werden am Tag der Beschlußfassung über die Auflösung des Fonds eingestellt. Die Vermögenswerte werden veräußert; die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggfls. der von ihr oder der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilinhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluß des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilinhabern eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in die Landeswährung Luxemburgs konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

#### **Art. 21. Änderung des Verwaltungsreglements**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft.

#### **Art. 22. Verjährung von Ansprüchen**

Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

#### **Art. 23. Erfüllungsort, Gerichtsstand und Vertragssprache**

1. Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.

2. Rechtsstreitigkeiten zwischen Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen Anteile des Fonds vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich Zeichnung und Rückgabe von Anteilen Ansprüche gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank geltend machen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen von Ländern als verbindlich erklären, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Für den OP Invest Swiss Small & Mid Cap gelten ergänzend und abweichend die nachstehenden Bestimmungen:

#### *Besonderer Teil*

#### **Art. 24. Depotbank**

Depotbank ist die BANK SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxemburg.

#### **Art. 25. Anlagepolitik**

Ziel der Anlagepolitik ist es, einen langfristig attraktiven und marktgerechten Wertzuwachs in Schweizer Franken zu erwirtschaften. Dazu wird das Fondsvermögen überwiegend in Schweizer Aktien kleiner bis mittelgrosser Unternehmen angelegt, deren Aktien nicht im Swiss Performance Large Companies Index (SPI Large Companies Index) vertreten sind. Die Marktkapitalisierungen dieser Gesellschaften liegen in der Regel zwischen CHF 50 Millionen und 1,5 Milliarden Schweizer Franken. Der Fonds kann auch in Wandel- und/oder Optionsobligationen investieren, welche durch Unternehmen oder Körperschaften ausgegeben werden, die auf Aktien dieser Gesellschaften Optionsrechte verbriefen oder in Aktien solcher Gesellschaften wandelbar sind. Bis zu 20% der verfügbaren Mittel dürfen zeitweise in Werte investiert werden, welche im SPI Large Companies Index vertreten sind. Daneben können flüssige Mittel gehalten werden.

**Art. 26. Anteilscheine**

Die Anteile sind in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

**Art. 27. Basiswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis**

1. Basiswährung des Fonds ist der Schweizer Franken.
2. Die Verwaltungsgesellschaft ermittelt unter Aufsicht der Depotbank den Ausgabe- und Rücknahmepreis an jedem Bewertungstag.
3. Abweichend von Artikel 15 Absatz 4 ist Bewertungstag jeder Bankarbeits- und Börsentag in Zürich, Luxemburg und Düsseldorf. Sofern dieser Tag kein Bankarbeits- und Börsentag in Zürich, Luxemburg und Düsseldorf ist, ist Bewertungstag der nächstfolgende Bankarbeits- und Börsentag in Zürich, Luxemburg und Düsseldorf.
4. Der Ausgabepreis ist innerhalb zwei/fünf Bankarbeitstagen nach dem Bewertungstag an die Depotbank zahlbar.
5. Der Ausgabeaufschlag zur Abgeltung der Vertriebskosten (Artikel 16, Absatz 2) beträgt bis zu 2% des Inventarwerts pro Anteil.
6. Die Verwaltungsgesellschaft trägt Sorge dafür, daß in den Ländern, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilpreise erfolgt.

**Art. 28. Kosten**

1. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt bis zu 1% p.a., errechnet auf den am letzten Bewertungstag eines jeden Monats ermittelten Inventarwert.
2. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe der unter Banken üblichen Sätze, errechnet auf den am letzten Bewertungstag eines jeden Monats ermittelten Inventarwert.
3. Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt monatlich zum Monatsende.
4. Die Depotbank erhält über die Vergütung nach Absatz 2 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,125% jeder Transaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen.
5. Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft aus dem Fondsvermögen ein jährliches Erfolgshonorar erhalten. Dieses beträgt bis zu 2/10 des Betrages, um den die Anteilwertentwicklung des Fonds die Wertentwicklung des um bis zu 1,2% verminderten SPI Small & Middle Companies Index übersteigt. Die Indexminderung um bis zu 1,2% dient dabei zur Berücksichtigung der Verwaltungs- und Transaktionskosten des Fonds, die im Index, wie er von der SWIX Schweizer Börse AG berechnet wird, nicht enthalten sind. Der Vergütungsanspruch besteht jedoch nicht, wenn und solange die Differenz gemäß Satz 2 (Overperformance) zum Ende eines zurückliegenden Geschäftsjahres seit Auflegung des Fonds schon einmal den gleichen oder einen höheren Wert erreicht hatte.
6. Die erfolgsabhängige Vergütung gemäß Absatz 5 wird im Rahmen vorstehender Bestimmungen an jedem Bewertungstag ermittelt und, soweit ein Vergütungsanspruch besteht, im Fonds zurückgestellt. Die zurückgestellte Vergütung kann am Ende jedes Geschäftsjahres dem Fondsvermögen von der Verwaltungsgesellschaft entnommen werden.

**Art. 29. Ausschüttungen**

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe Ausschüttungen entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgen.
2. Die Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschuttungstag umlaufenden Anteile.
3. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschuttungserklarung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Verwaltungsgesellschaft jedoch berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, an die Anteilinhaber auszuzahlen.

**Art. 30. Zusammenschluß**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds mit einem anderen Sondervermögen luxemburgischen Rechts zusammenschließen, das aufgrund seiner Anlagepolitik unter den Anwendungsbereich von Teil I des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt.
2. Fat die Verwaltungsgesellschaft einen Beschluß gemäß Absatz 1, so ist dies mit einer Frist von einem Monat vor dem Inkrafttreten im Mémorial und in der Tagespresse der Länder zu veröffentlichen, in denen der Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen ist. Unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Artikel 17 haben Anteilinhaber während dieses Zeitraumes die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben.

**Art. 31. Geschäftsjahr**

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

**Art. 32. Inkrafttreten**

Dieses Verwaltungsreglement trat in seiner ursprünglichen Fassung am 1. Januar 1999 in Kraft.

Vorstehende Änderungen treten am 1. Januar 2002 in Kraft.

Erstellt in vierfacher Ausfertigung.

Luxemburg, den 8. November 2001.

OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

Luxemburg, den 8. November 2001.

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A.

Unterschriften

Enregistré a Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 24, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(79508/000/404) Déposé au registre de commerce et des societes de Luxembourg, le 12 décembre 2001.

**ROBECO CAPITAL GROWTH FUNDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. RG CAPITAL GROWTH FUNDS).**

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.  
R. C. Luxembourg B 58.959.

In the year two thousand and one, on the twenty-ninth of November.  
Before Us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of RG CAPITAL GROWTH FUNDS having its registered office in Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on the 2nd of May 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the 6th of June 1997.

The articles of incorporation were amended for the last time by deed of the undersigned notary, on the 14th of January 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the 27th of April 1999, number 291.

The meeting was presided by Mrs Caroline Denies, juriste, residing in Mamer.

The chairman appointed as secretary Mrs Sylvie Dobson, employée privée, residing in F-Himeling.

The meeting elected as scrutineer Mrs Sandra Neymeyer, employée privée, residing in F-Hagondange.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- It appears from the attendance list, that out of 22.565.499,47 outstanding shares, 52 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

A first extraordinary general meeting, convoked upon the notices set forth in the minutes, with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, was held on the 26th of October 2001 and could not validly decide on the items of the agenda for lack of the legal quorum.

According to article 67 and 67-1 of the law on commercial companies the present meeting is authorized to take resolutions whatever the proportion of the represented capital may be.

III.- The present meeting has been convoked by notices containing the agenda and published:

- in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the:

30th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the Luxemburger Wort of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «NRC Handelsblad» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «Financieel Economische Tijd» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «L'Echo de la Bourse» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «Le Temps» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «Républicain Lorrain» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «Neue Zürcher Zeitung» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «Feuille Officielle Suisse du Commerce» of the:

29th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «Wiener Zeitung» of the:

29th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «Frankfurter Allgemeine Zeitung» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «Il sole 24 ore» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- in the «Financial Times» of the:

27th of October 2001 and 13th of November 2001;

- sent by mail to the shareholders on the 14th of November 2001.

IV.- That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

1.- To amend article one of the Articles of Incorporation of the Company to change its name to ROBECO CAPITAL GROWTH FUNDS.

2.- To amend article twenty-three of the Articles of Incorporation of the Company to delete the provisions providing for cross-liabilities between the sub-funds.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting took the following resolutions:

*First resolution*

The meeting decides to amend article one of the Articles of Incorporation of the Company to change its name to ROBECO CAPITAL GROWTH FUNDS.

Article one of the articles of incorporation now reads as follows:

**«Art. 1.**

There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable under the name of ROBECO CAPITAL GROWTH FUNDS.»

*Second resolution*

The meeting decides to amend article 23 of the Articles of Incorporation of the Company to delete the provisions providing for cross-liabilities between the subfunds.

Article twenty-three, C d) now reads as follows:

**«Art. 23. C d).**

d. in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the net assets of the relevant sub-funds.»

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille un, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société RG CAPITAL GROWTH FUNDS, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 2 mai 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 6 juin 1997.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 14 janvier 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 27 avril 1999, numéro 291.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Caroline Denies, juriste, demeurant à Mamer.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Sylvie Dobson, employée privée, demeurant à F-Himeling.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sandra Neymeyer, employée privée, demeurant à F-Hagondange.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que des 22.565.499,47 actions en circulation, 52 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

Une première assemblée générale extraordinaire, convoquée suivant les modalités indiquées dans le procès-verbal de cette assemblée, et ayant le même ordre du jour que la présente assemblée, s'est tenue en date du 26 octobre 2001 et n'a pu délibérer sur l'ordre du jour pour défaut du quorum légal requis.

En vertu de l'article 67 et 67-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, la présente assemblée est autorisée à prendre des résolutions indépendamment de la proportion du capital représenté.

III.- Que la présente assemblée a été convoquée par des avis de convocation contenant l'ordre du jour et publiés:

- au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date des:

30 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Luxemburger Wort», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Le Républicain Lorrain», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «NRC Handelsblad», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Financieel Economische Tijd», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «L'Echo de la Bourse», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Le Temps», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Neue Zürcher Zeitung», en date des:

27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Feuille Officielle Suisse du Commerce», en date des:

29 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Wiener Zeitung», en date des:

29 octobre 2001 et 13 novembre 2001;

- au journal «Frankfurter Allgemeine Zeitung», en date des:  
27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;
  - au journal «Il sole 24 ore», en date des:  
27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;
  - au journal «Financial Times», en date des:  
27 octobre 2001 et 13 novembre 2001;
  - par lettres envoyées aux actionnaires en date du 14 novembre 2001.
- IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Modification du premier article des statuts de la société pour changer la dénomination en ROBECO CAPITAL GROWTH FUND.

2.- Modification de l'article vingt-trois des statuts de la société en supprimant les dispositions concernant les engagements croisés des sous-fonds.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de modifier le premier article des statuts de la société pour changer la dénomination en ROBECO CAPITAL GROWTH FUND.

Le premier article des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite, une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable, sous la dénomination de ROBECO CAPITAL GROWTH FUNDS.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 23 des statuts de la société en supprimant les dispositions concernant les engagements croisés des sous-fonds.

L'article vingt-trois, C d) aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 23. C d).**

d) au cas où un actif ou un passif de la Société ne peut pas être attribué à une masse déterminée, cet actif ou passif sera attribué à toutes les masses au prorata des actifs nets des sous-fonds concernés.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Denies, S. Dobson, S. Neymeyer, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 3 décembre 2001, vol. 420, fol. 24, case 11. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): A. Muller.*

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 7 décembre 2001.

E. Schroeder.

(78766/228/172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2001.

**TRADING (LUXEMBOURG) S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1520 Luxembourg, 72, rue Adolphe Fischer.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundeins, den vierten Juli.

Vor dem unterzeichneten Henri Beck, Notar mit dem Amtswohnsitz zu Echternach.

Sind erschienen:

1.- Die Gesellschaft NOREMAR S.A. HOLDING, mit Sitz zu L-9753 Heinerscheid, 34, route de Stavelot, gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Martine Weinandy mit dem Amtssitz in Clerf, am 3. Juni 1993, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 387 vom 25. August 1993,

hier vertreten durch Herrn Marc Reiff, Geschäftsmann, wohnhaft in Clerf,

handelnd auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt am 29. Juni 2001,

welche Vollmacht, von allen Komparenten und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden.

2.- Herr Joseph Meyer, Privatbeamter, wohnhaft zu B-4782 Schönberg, zum Burren 19.

Welche Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, den handelnden Notar ersuchten die Satzungen einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:



## **Kapitel 1.- Benennung, Sitz, Zweck, Dauer und Kapital**

**Art. 1.** Zwischen den Komparanten und allen zukünftigen Inhabern der in Nachfolgendem bezeichneten Aktien wird eine Aktiengesellschaft gebildet unter der Bezeichnung TRADING (LUXEMBOURG) S.A.

**Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Der Gesellschaftssitz kann aufgrund eines Beschlusses der Generalversammlung der Aktionäre in jede beliebige Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art einer ordentlichen Geschäftsabwicklung entgegen stehen oder eine normale Verbindung mit dem Gesellschaftssitz oder des Gesellschaftssitzes mit dem Ausland verhindern oder zu verhindern drohen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur Wiederherstellung der ursprünglichen Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden.

Trotz eines diesbezüglichen Beschlusses bleibt der Gesellschaft dennoch ihre Luxemburgische Staatszugehörigkeit erhalten.

Die Geschäftsführer, beziehungsweise die zur Geschäftsführung der Gesellschaft zeitweilig Befugten, können die Verlegung des Gesellschaftssitzes anordnen sowie Dritten zur Kenntnis bringen.

**Art. 3.** Zweck und Ziel der Gesellschaft sind:

- der Import und Export sowie der Handel mit Kraftstoffen, Ölen, Industriefetten und Brennstoffen;
- das Betreiben von Tankstellen mit Shops und Waschanlagen;
- die Vermietung von Fahrzeugen (ohne Fahrer);
- der Verkauf vorverpackter Lebensmittel, Tabakwaren, alkoholischer und nicht alkoholischer Getränke, Süssigkeiten, Zeitschriften, Gadgets, Blumen, Konditorei- und Backwaren, sowie jeglicher Art von Waren, welche üblicherweise in einem Tankstellenshop angeboten werden;
- der Betrieb einer Gaststätte und eines Restaurants, verbunden mit dem Ausschank alkoholischer und nicht alkoholischer Getränke;
- die Vertretung, die Lagerung und der Vertrieb von Industrieprodukten, insbesondere von chemischen Aufbauprodukten für die Industrie.

Die Gesellschaft kann im übrigen alle kaufmännischen und finanziellen Handlungen in Bezug auf bewegliche und unbewegliche Güter vollziehen, welche mit dem Gegenstand der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar zusammenhängen, für die Verwirklichung des Gegenstandes der Gesellschaft notwendig oder auch nur nützlich sind oder welche die Entwicklung der Gesellschaft erleichtern können.

Die Gesellschaft kann sich gleichfalls durch Einbringung, Anteilszeichnung, Verschmelzung oder auf jede Art und Weise an allen anderen Gesellschaften und Unternehmen beteiligen, die einen gleichen oder ähnlichen Zweck verfolgen, oder die Ausdehnung und Entwicklung der gegründeten Gesellschaft erleichtern können.

**Art. 4.** Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt und beginnt am Tage der Gründung.

Eine vorzeitige Auflösung der Gesellschaft kann unter Beachtung der für Satzungsänderungen vorgesehenen gesetzlichen Bestimmungen durch Beschluss einer aussergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre erfolgen.

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreissigtausend Euro (31.000,- EUR) und ist aufgeteilt in dreihundert-zehn (310) Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100,- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Die Aktienübertragung muss von allen Aktionären genehmigt werden. Im Falle der Übertragung an Dritte besitzen die übrigen Aktionäre ein Vorkaufsrecht im Verhältnis zu ihrer Beteiligung, welches anlässlich der Aktionärsversammlung auszuüben ist. Die Aktionärsversammlung muss spätestens einen Monat nach Inkennzeichnung der Aktionäre und des Verwaltungsrates über die beabsichtigte Übertragung stattfinden.

Das gezeichnete Gesellschaftskapital kann aufgestockt oder vermindert werden mittels Beschlussfassung der Generalversammlung der Aktionäre, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über Satzungsänderungen.

## **Kapitel II.- Verwaltung und Aufsicht**

**Art. 6.** Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat von wenigstens drei Mitgliedern, welche Aktionäre oder Nicht-Aktionäre sein können; sie werden durch die Generalversammlung bezeichnet, welche deren Zahl und die Dauer ihrer Mandate bestimmt. Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder sind berechtigt die vorläufige Besetzung eines vakanten Sitzes im Verwaltungsrat, aus welcher Ursache auch immer, vorzunehmen.

Die nächstfolgende Generalversammlung bestellt dann endgültig das neue Verwaltungsratsmitglied.

**Art. 7.** Der Verwaltungsrat bezeichnet aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder, im Falle dessen Verhinderung, durch zwei Mitglieder einberufen. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden kann der Vorsitz einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Die Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates ist bei Anwesenheit der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder gegeben. Die Vertretung unter Verwaltungsratsmitgliedern ist zulässig.

In Dringlichkeitsfällen sind die Verwaltungsratsmitglieder befugt, durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie zur Tagesordnung abzustimmen.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

**Art. 8.** Die Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrates werden durch die anwesenden Mitglieder unterzeichnet. Abschriften und Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig zur Verwendung kommen, werden von dem Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

**Art. 9.** Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse zur Geschäftsführung und trifft alle ihm zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes notwendig erscheinenden Verfügungen und Verwaltungsmassnahmen im Rahmen des Gesellschaftszweckes.

Seine Zuständigkeit ist nur beschränkt durch die der Generalversammlung gemäss Gesetz und laut den gegenwärtigen Statuten vorbehaltenen Beschlüsse.

**Art. 10.** Die tägliche Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft hinsichtlich dieser täglichen Geschäftsführung, kann Verwaltungsratsmitgliedern, Direktoren, Verwaltern oder anderen Angestellten ob Aktionäre oder nicht, vom Verwaltungsrate übertragen werden, welcher deren Befugnisse festlegt. Erfolgt die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied, so bedarf es der vorherigen namhaften Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Es steht dem Verwaltungsrat zu Spezialvollmachten für Rechtsgeschäfte zu erteilen zu denen er selbst befugt ist.

**Art. 11.** Dritten gegenüber ist die Gesellschaft in allen Fällen durch die gemeinschaftlichen Unterschriften von drei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet.

Für Verpflichtungen bis zu einem Betrag von fünfundzwanzigtausend Euro (25.000,- EUR) kann die Gesellschaft auch durch die alleinige Unterschrift des Präsidenten des Verwaltungsrates, beziehungsweise durch die alleinige Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes, handelnd im Rahmen der täglichen Geschäftsführung verpflichtet werden.

Spezialbevollmächtigte verpflichten die Gesellschaft Dritten gegenüber im Umfang des ihnen erteilten Mandates.

Im Geschäftsverkehr mit öffentlichen Verwaltungen wird die Gesellschaft durch ein beliebiges Verwaltungsratsmitglied rechtsgültig vertreten.

Die Gesellschaft wird gerichtlich sei es als Klägerin oder Beklagte, durch den Verwaltungsrat auf Betreiben des Präsidenten oder des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes vertreten.

**Art. 12.** Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, deren Zahl durch die Generalversammlung, die ihre Ernennung vornimmt, festgelegt wird.

Auch Nicht-Gesellschafter können zu Kommissaren ernannt werden. Die Amtsdauer der Kommissare beträgt höchstens sechs Jahre. Sie können jedoch wiedergewählt werden.

Die ihm zustehende Befugnisse ergeben sich aus Artikel 62 des Gesetzes vom 10. August 1915.

### Kapitel III.- Generalversammlung

**Art. 13.** Jede rechtsgültige einberufene und zusammengesetzte Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre; dieselbe ist weitgehendst befugt, sämtliche die Gesellschaft betreffenden Rechtshandlungen und Rechtsgeschäfte zu tätigen und gutzuheissen.

**Art. 14.** Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am letzten Donnerstag des Monats Mai um neunzehn Uhr, an einem in den Einberufungen zu bestimmenden Ort in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes statt.

Sollte dieses Datum auf einen Feiertag fallen, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Sollte durch höhere Gewalt eine ungehinderte Zusammenkunft in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes beeinträchtigt werden, so können die Generalversammlungen - auch die ordentliche jährliche Generalversammlung -im Auslande stattfinden; die Festlegung dieser Sonderumstände obliegt dem Verwaltungsrat.

Jede einzelne Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär kann sich in der Generalversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Soweit gesetzlich nichts anderes bestimmt ist, fasst die Generalversammlung ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen, durch die Aktionäre zu vollbringenden Bedingungen, um an der Generalversammlung der Aktionäre teilzunehmen, bestimmen.

**Art. 15.** Falls sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie Kenntnis der ihnen vorliegenden Tagesordnung genommen haben, können Generalversammlungen auch ohne vorherige Einberufungen rechtsgültig stattfinden.

### Kapitel IV.- Geschäftsjahr und Gewinnverteilung

**Art. 16.** Das Geschäftsjahr beginnt alljährlich am ersten Januar und endigt am einunddreissigsten Dezember desselben Jahres.

**Art. 17.** Fünf Prozent des Reingewinns fliessen solange dem Reservefonds zu, bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Diese Zuweisung ist nicht mehr zwingend notwendig wenn und solange der Reservefonds zehn Prozent des Nominalwertes des Kapitals beträgt.

Darüber hinaus verfügt die Generalversammlung über den Saldo nach Gutdünken.

Die etwa auszuschüttende Dividende gelangt an den vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Orten und Zeitpunkten zur Auszahlung. Die Generalversammlung kann den Verwaltungsrat ermächtigen, die Dividende in einer anderen Währung als derjenigen, in der die Bilanz erstellt wird, zu zahlen und dabei den Umrechnungskurs zu bestimmen.

Die Ausschüttung von Vorschussdividenden kann erfolgen unter Berücksichtigung der jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien zurückkaufen mittels freier Reserven und unter Respektierung der zwingenden gesetzlichen Bestimmungen. Solange die Gesellschaft diese Aktien hält, sind sie nicht berechtigt an Abstimmungen teilzunehmen und erhalten auch keine Dividende.

### Kapitel V.- Auflösung und Liquidation

**Art. 18.** Die Generalversammlung ist jederzeit befugt, die Auflösung der Gesellschaft zu beschliessen.

Bei Auflösung der Gesellschaft wird diese durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt; zu Liquidatoren können sowohl physische Personen als auch Gesellschaften ernannt werden; deren Bestellung und die Festlegung ihrer Bezüge erfolgt durch die Generalversammlung.

### Kapitel VI.- Allgemeine Bestimmungen

**Art. 19.** Im Übrigen, besonders hinsichtlich der durch die gegenwärtigen Satzungen nicht erfassten Bestimmungen, unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungsgesetzen.

**Art. 20.** Der amtierende Notar erklärt ausdrücklich, dass die durch Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind.

#### Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2001.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet im Jahre 2002 statt.

#### Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Komparenten die zweitausend (2.000) Aktien wie folgt zu zeichnen:

1.- Die Gesellschaft NOREMAR S.A. HOLDING, mit Sitz zu L-9753 Heinerscheid, 34, route de Stavelot, einhundertfünfundfünfzig Aktien . . . . .	155
2.- Herr Joseph Meyer, Privatbeamter, wohnhaft zu B-4782 Schönberg, zum Burren 19, einhundertfünfundfünfzig Aktien . . . . .	155
Total: dreihundertzehn Aktien . . . . .	310

Sämtliche Aktien wurden voll und in bar eingezahlt, demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über den Betrag von einunddreissigtausend Euro (31.000,- EUR), wie dies dem Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

#### Gründungskosten

Die der Gesellschaft obliegenden Gründungskosten irgendwelcher Art werden abgeschätzt auf ungefähr fünfzigtausend Luxemburger Franken (50.000,- LUF).

Zwecks Berechnung der Fiskalgebühren wird das Gesellschaftskapital auf eine Million zweihundertfünzigtausendfünfhundertsiebenunddreissig Luxemburger Franken (1.250.537,- LUF) abgeschätzt.

#### Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann treten die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens berufen bekennen und fassten, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hatten, einstimmig folgende Beschlüsse:

- 1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf vier und die Zahl der Kommissare auf einen festgesetzt.
- 2.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern für die Dauer von sechs Jahren werden bestellt:
  - a) Herr Marc Reiff, Geschäftsmann, wohnhaft in L-9713 Clerf, Vorsitzender.
  - b) Herr Joseph Meyer, Privatbeamter, wohnhaft zu B-4782 St. Vith, Schönberg 82.
  - c) Herr Mario Carls, Privatbeamter, wohnhaft in B-4780 St. Vith.
  - d) Herr Patrick Poirrier, Privatbeamter, wohnhaft in B-4761 Rocherath.
- 3.- Zum Kommissar für eine Dauer von sechs Jahren wird bestellt:  
Frau Edith Reiff, Anwältin, wohnhaft in L-9712 Clerf.
- 4.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2006.
- 5.- Der Verwaltungsrat wird ermächtigt Herrn Joseph Meyer, vorgenannt, zum Delegierten des Verwaltungsrates zu ernennen.
- 6.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1520 Luxemburg, 72, rue Adolphe Fischer.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Marnach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. Reiff, J. Meyer, H. Becks.

Enregistré à Echternach, le 5 juillet 2001, vol. 351, fol. 98, case 12. – Reçu 12.505 francs.

Le Receveur (signé): Miny.

Für gleichlautende Ausfertigung, auf Begehrt erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 12. Juli 2001.

H. Beck.

(44427/201/198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

## AKTIEN D-FLEX-PROTECT, Fonds commun de placement.

Der bisher unter dem Namen CALCULUS Fonds D-Flex-Protect bestehende Teilfonds des Luxemburger Umbrella-Fonds CALCULUS Fonds wird von der OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A. ab 1. Januar 2002 als eigenständiges Sondervermögen mit der neuen Bezeichnung Aktien D-Flex-Protect fortgeführt.

Das Verwaltungsreglement des Aktien D-Flex-Protect erhält ab 1. Januar 2002 folgenden neuen Wortlaut:

### *Allgemeiner Teil*

#### **Art. 1. Grundlagen**

1. Der Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen. Er wurde als «Fonds Commun de Placement» nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet. Er besteht aus Wertpapieren sowie sonstigen Vermögenswerten (nachstehend «Fondsvermögen» genannt) und wird von der OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A., einer Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (nachstehend «Verwaltungsgesellschaft» genannt) im eigenen Namen für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (nachstehend «Anteilinhaber» genannt) verwaltet.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikostreuung gesondert von ihrem eigenen Vermögen an. Über die sich hieraus ergebenden Rechte stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilhabern Anteilzertifikate oder Anteilbestätigungen gemäß Artikel 14 dieses Verwaltungsreglements (beide nachstehend «Anteilscheine» genannt) aus.

3. Die Anteilinhaber sind an dem Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

4. Mit dem Anteilerwerb erkennt der Anteilinhaber das Verwaltungsreglement sowie dessen genehmigte und veröffentlichte Änderungen an.

5. Die jeweils gültige Fassung dieses Verwaltungsreglements sowie sämtliche Änderungen werden im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (nachstehend «Mémorial» genannt), veröffentlicht.

#### **Art. 2. Depotbank**

1. Die Depotbank wird von der Verwaltungsgesellschaft bestellt. Ihre Funktion richtet sich nach dem Gesetz und diesem Verwaltungsreglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilinhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag und dem Gesetz.

2. Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden kann. Die Depotbank ist berechtigt, unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung zu geben.

3. Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzten Vergütungen. Sie entnimmt auch, jedoch nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, die ihr selbst nach diesem Verwaltungsreglement zustehenden Entgelte. Die Regelungen in Artikel 18 dieses Verwaltungsreglements betreffend die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren bleiben unberührt.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

a) Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;  
b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

5. Depotbank und Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird jedoch erst wirksam, wenn eine Bank, welche die Bedingungen des Gesetzes über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zum Zeitpunkt der Übernahme wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten und Funktionen gemäß Artikel 17 des vorerwähnten Gesetzes in vollem Umfang nachkommen.

#### **Art. 3. Fondsverwaltung**

1. Die Verwaltungsgesellschaft handelt in Erfüllung ihrer Obliegenheiten unabhängig von der Depotbank und ausschließlich im Interesse der Anteilinhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen und/oder sich des Rates eines Anlageausschusses bedienen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements insbesondere berechtigt, mit den Geldern, die von Anteilhabern in den Fonds eingezahlt wurden, Wertpapiere und sonstige Vermögenswerte zu erwerben, diese wieder zu veräußern und den Erlös anderweitig anzulegen. Sie ist ferner zu allen sonstigen Rechtshandlungen ermächtigt, die sich aus der Verwaltung des Fondsvermögens ergeben.

#### **Art. 4. Börsen und Geregelte Märkte**

Die Verwaltungsgesellschaft wird das Fondsvermögen grundsätzlich in Wertpapieren anlegen, die:

1. an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines Drittstaats gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, oder

2. aus Neuemissionen stammen, deren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt im Sinne von Ziffer 1 zu beantragen, und deren Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

### **Art. 5. Verbriefte Rechte, nicht notierte Wertpapiere**

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, bis zu 10% des Netto-Fondsvermögens in verbrieften Rechten, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt sind, oder in nicht an einer Börse amtlich notierten oder nicht an einem anderen geregelten Markt gehandelten Wertpapieren anzulegen.

### **Art. 6. Risikostreuung**

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds Wertpapiere eines Emittenten kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Fonds befindlichen Wertpapiere desselben Emittenten, 10% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Der Gesamtwert der im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapiere jeweils mehr als 5% des Netto-Fondsvermögens angelegt sind, darf 40% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen.

2. Sofern die Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder dessen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, so erhöht sich die Beschränkung gemäß Absatz 1 von 10% auf 35% des Netto-Fondsvermögens. Die in Absatz 1 Satz 2 festgelegte Grenze von 40% gilt für diese Fälle nicht.

3. Für Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausgegeben werden und deren Emittenten aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber dieser Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, erhöhen sich die in Absatz 1 genannten Grenzen von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80%, vorausgesetzt, die betreffenden Kreditinstitute legen die Emissionserlöse nach den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten an, welche die Verbindlichkeiten aus Schuldverschreibungen über deren gesamte Laufzeit ausreichend decken und vorrangig für die bei Ausfällen des Emittenten fällig werdenden Rückzahlungen von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

4. Die Grenzen gemäß Absatz 1 bis 3 gelten nicht kumulativ, so daß Anlagen in Wertpapieren desselben Emittenten 35% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen dürfen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft darf für die von ihr verwalteten Investmentfonds insgesamt stimmberechtigte Aktien nicht in einem Umfang erwerben, der es ihr erlaubt, einen wesentlichen Einfluß auf die Geschäftspolitik des Emittenten auszuüben. Sie darf für den Fonds höchstens 10% der von einem Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien, Schuldverschreibungen oder Anteile eines Investmentfonds erwerben. Diese Grenze braucht für Schuldverschreibungen und Fondsanteile beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich das Gesamtemissionsvolumen bzw. die Zahl der ausgegebenen Anteile nicht berechnen läßt. Sie ist auch insoweit nicht anzuwenden, als diese Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, dessen Gebietskörperschaften oder von einem Drittstaat begeben werden oder garantiert sind oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben werden.

### **Art. 7. Investmentanteile**

Die Verwaltungsgesellschaft kann bis zu 5% des Netto-Fondsvermögens in Anteile anderer offener Investmentfonds anlegen, wenn es sich hierbei um Organismen für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapieren im Sinne der Richtlinie 85/611/EWG vom 20. Dezember 1985 handelt und sofern deren Anlagepolitik mit derjenigen des Fonds übereinstimmt oder ihr zumindest ähnlich ist. Der Erwerb von Anteilen eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft, die von der Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, ist nur für den Fall eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft zulässig, der/die sich gemäß dessen Vertragsbedingungen bzw. deren Statuten auf die Anlage in einem bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert hat. In solchen Fällen darf die Verwaltungsgesellschaft auf diese Anteile keine Gebühren oder Kosten berechnen.

### **Art. 8. Rückführung**

Die Anlagebeschränkungen gemäß Artikel 5 und 6 beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die genannten Prozentsätze nachträglich, d.h. durch Kurseinwirkungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber unverzüglich eine Rückführung in den vorgesehenen Rahmen anstreben.

### **Art. 9. Wertpapierpensionsgeschäfte und Wertpapierleihe**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann für den Fonds Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen, wenn der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist. Solche Wertpapiere dürfen während der Laufzeit des Pensionsgeschäfts nicht veräußert werden. Der Umfang der Pensionsgeschäfte wird stets auf einem Niveau gehalten, das es dem Fonds ermöglicht, seiner Rückkaufverpflichtung jederzeit nachzukommen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann bis zur Höhe von 50% ihres Gegenwertes im Fonds befindliche Wertpapiere für höchstens 30 Tage im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems ausleihen, sofern das Wertpapierleihsystem auf einem anerkannten Abrechnungsmechanismus basiert oder durch eine Finanzeinrichtung erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist, organisiert wird. Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertes des Wertpapierbestandes erfassen, sofern dem Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen. Der Fonds muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich Sicherheiten erhalten, deren Höhe zur Zeit des Vertragsschlusses mindestens dem Wert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Die Sicherheiten können in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationale Organismen begeben wurden oder garantiert sind und die zu Gunsten des Fonds während der Laufzeit des Leihvertrages gesperrt werden.

### **Art. 10. Techniken und Instrumente**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

2. Desweiteren kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente mit dem Ziel der Deckung von Währungs-, Zins- und Kursrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

3. Währungssicherungsgeschäfte nach Absatz 2 setzen eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Vermögenswerten voraus; sie dürfen diese grundsätzlich weder in der Höhe noch bezüglich der Restlaufzeit übersteigen.

4. Darüber hinaus ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, diese Techniken und Instrumente im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens auch für Geschäfte mit einem anderen Ziel als der Absicherung bestehender Engagements anzuwenden, sofern es sich hierbei nicht um Devisengeschäfte handelt.

5. Zu den angesprochenen Techniken und Instrumenten gehören u.a. der Kauf und Verkauf von Call- und Put-Optionen sowie der Kauf und Verkauf von Terminkontrakten über Devisen, Wertpapiere, Indizes, Zinsen und sonstige zulässige Finanzinstrumente.

6. Die Verwaltungsgesellschaft wird Instrumente, die nicht an einer Börse oder an einem Geregelten Markt gehandelt werden (OTC-Geschäfte) nur anwenden, wenn:

- der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist und
- der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem Geregelten Markt gehandelten Instrumenten nach Einschätzung der Verwaltungsgesellschaft für die Anteilhaber vorteilhaft ist. Der Abschluß von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung ermöglicht.

7. Die Summe aller Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

8. Die Summe aller Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das Netto-Fondsvermögen zu keinem Zeitpunkt übersteigen. Hierbei bleiben verkaufte Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im Fondsvermögen unterlegt sind.

9. Optionsscheine über Devisen, Indizes, Zinsen und sonstige zulässige Finanzinstrumente sind hinsichtlich der Bestimmungen der Absätze 1 bis 4 den Call- und Put-Optionen gleichgestellt und werden in die Anlagegrenzen gemäß Absatz 7 und 8 einbezogen.

### **Art. 11. Kreditaufnahme**

Die Verwaltungsgesellschaft darf für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber kurzfristige Kredite bis zur Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens aufnehmen, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt. Ausgenommen von dieser Beschränkung sind Fremdwährungskredite in Form von «back-to-back»-Darlehen.

### **Art. 12. Flüssige Mittel**

Bis zu 49% des Netto-Fondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln gehalten werden. Dazu zählen auch regelmäßig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer (Rest-) Laufzeit von bis zu 12 Monaten. In besonderen Ausnahmefällen ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, vorübergehend auch über 49% hinaus flüssige Mittel zu halten, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilhaber geboten erscheint.

### **Art. 13. Unzulässige Geschäfte**

Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht:

1. Im Zusammenhang mit dem Erwerb nicht voll eingezahlter Wertpapiere Verbindlichkeiten übernehmen, die, zusammen mit Krediten gemäß Artikel 11, 10% des Netto-Fondsvermögens überschreiten;
2. Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge einstehen;
3. Wertpapiere erwerben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;
4. in Immobilien anlegen und Waren oder Warenkontrakte kaufen oder verkaufen;
5. Edelmetalle oder über Edelmetalle lautende Zertifikate erwerben;
6. Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, sofern dies nicht im Rahmen eines nach diesem Verwaltungsreglement zulässigen Geschäfts gefordert wird;
7. Wertpapierleerverkäufe tätigen;
8. an einer Börse, einem geregelten Markt oder mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind, gehandelte Optionen auf Wertpapiere sowie Optionen oder Optionsscheine auf Indizes und Finanzterminkontrakte kaufen und verkaufen, deren Prämien addiert 15% des Netto-Fondsvermögens übersteigen oder deren Kontraktwerte über das Netto-Fondsvermögen hinausgehen;
9. Call-Optionen verkaufen, die nicht durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind, es sei denn, der Fonds ist jederzeit in der Lage, die Deckung der daraus entstehenden offenen Positionen sicherzustellen, und die Summe der Ausübungspreise der ungedeckten Call-Optionen übersteigt nicht 25% des Netto-Fondsvermögens;
10. Put-Optionen verkaufen, wenn der Fonds nicht über ausreichend liquide Mittel verfügt, um die daraus entstehenden Verpflichtungen jederzeit in vollem Umfang erfüllen zu können.

### **Art. 14. Anteilscheine**

1. Die Anteilzertifikate lauten auf den Inhaber und sind über einen Anteil oder eine Mehrzahl von Anteilen ausgestellt.
2. Die Anteilzertifikate tragen handschriftliche oder vervielfältigte Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.

3. Anteilzertifikate sind übertragbar. Mit der Übertragung eines Anteilzertifikats gehen die darin verbrieften Rechte über. Der Verwaltungsgesellschaft und/oder der Depotbank gegenüber gilt der Inhaber des Anteilzertifikats in jedem Fall als der Berechtigte.

4. Auf Wunsch der Anteilserwerber und Weisung der Verwaltungsgesellschaft kann die Depotbank anstelle eines Anteilzertifikats eine Anteilbestätigung über erworbene Anteile ausstellen.

5. Der Abschnitt «Besonderer Teil» kann vorsehen, daß die Anteile in Globalzertifikaten verbrieft werden. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht in diesen Fällen nicht.

#### **Art. 15. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen**

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte. Die Anteile werden von der Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank ausgegeben. Die Anzahl der ausgegebenen Anteile und der entsprechenden Anteilscheine ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, die Ausgabe von Anteilen vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich erstattet.

2. Die Anteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben werden.

3. Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile über die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank oder die Zahlstellen verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile zum jeweils geltenden Rücknahmepreis für Rechnung des Fonds zurückzunehmen.

4. Sofern in dem Abschnitt «Besonderer Teil» nichts Abweichendes geregelt ist, ist Bewertungstag jeder Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Düsseldorf und Luxemburg. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem Bewertungstag in der für den Fonds festgelegten Währung (nachstehend «Basiswährung» genannt).

5. Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank, die Anteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilinhaber, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat.

6. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, zum Beispiel devisa-rechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

#### **Art. 16. Ausgabe- und Rücknahmepreis**

1. Zur Errechnung des Ausgabe- und Rücknahmepreises ermittelt die Verwaltungsgesellschaft oder ein von ihr beauftragter Dritter unter Aufsicht der Depotbank den Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds (nachstehend «Inventarwert» genannt) an jedem Bewertungstag und teilt ihn durch die Zahl der umlaufenden Anteile (nachstehend «Inventarwert pro Anteil» genannt).

Dabei werden:

- a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;
- b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, jedoch an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Verwaltungsgesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können;
- c) Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- d) flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- e) Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- f) nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu dem letzten Devisenmittelkurs in die Basiswährung des Fonds umgerechnet.

2. Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann dem Inventarwert pro Anteil zur Abgeltung der Ausgabekosten ein Ausgabeaufschlag hinzugerechnet werden, dessen Höhe sich aus dem Abschnitt «Besonderer Teil» ergibt. Sofern in einem Land, in dem Anteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

3. Rücknahmepreis ist der nach Absatz 1 ermittelte Inventarwert pro Anteil.

4. Anteilkaufo- und -verkaufsaufträge, die bis 10.30 Uhr eingegangen sind, werden mit dem am nächstfolgenden Bewertungstag festgestellten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet, sofern sich aus dem Abschnitt «Besonderer Teil» nichts Abweichendes ergibt.

#### **Art. 17. Aussetzung**

1. Die Errechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen kann von der Verwaltungsgesellschaft zeitweilig ausgesetzt werden, wenn und solange:

- a) eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Fonds gehandelt wird (außer an gewöhnlichen Wochenenden und Feiertagen), geschlossen, der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist;
- b) die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann;
- c) die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;
- d) es unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Aussetzung und Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich sämtlichen Anteilinhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

**Art. 18. Kosten**

1. Der Verwaltungsgesellschaft steht für die Verwaltung des Fonds und der Depotbank für die Verwaltung und Verwahrung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung zu. Darüber hinaus erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr für jede Transaktion, die sie im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft durchführt.

2. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen die folgenden Aufwendungen zu Lasten des Fonds:

- a) im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten entstehende Kosten;
- b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie Rechenschafts-, Halbjahres- und ggfls. Zwischenberichte;
- c) Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts-, Halbjahres- und ggfls. Zwischenberichte sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreise und der Bekanntmachungen an die Anteilinhaber;
- d) Prüfungs- und Rechtsberatkungskosten für den Fonds;
- e) Kosten und eventuell entstehende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
- f) Kosten für die Erstellung der Anteilzertifikate und ggfls. Erträgnisscheine sowie Erträgnisschein-Bogenerneuerung;
- g) ggfls. entstehende Kosten für die Einlösung von Erträgnisscheinen;
- h) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteilscheine zum öffentlichen Vertrieb;
- i) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds insgesamt durch national und international anerkannte Ratingagenturen;
- j) Gründungskosten des Fonds.

**Art. 19. Rechnungslegung**

1. Der Fonds und dessen Bücher werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.

2. Spätestens vier Monate nach Ende eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Fonds.

3. Längstens zwei Monate nach Ablauf der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Fonds.

4. Die Berichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.

**Art. 20. Dauer und Auflösung des Fonds sowie Kündigung der Verwaltungsgesellschaft**

1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluß der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltung des Fonds mit einer Frist von mindestens drei Monaten kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in daran zu bestimmenden Tageszeitungen der Länder veröffentlicht, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds zu verwalten. In diesem Fall geht das Verfügungsrecht über den Fonds auf die Depotbank über, die ihn gemäß Absatz 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilinhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung nach Artikel 18 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Fonds nach Maßgabe des Verwaltungsreglements einer anderen Luxemburger Verwaltungsgesellschaft übertragen.

3. Wird der Fonds aufgelöst, ist dies im Mémorial sowie zusätzlich in drei Tageszeitungen zu veröffentlichen. Die Verwaltungsgesellschaft wird zu diesem Zweck neben einer luxemburgischen Tageszeitung, Tageszeitungen der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen werden am Tag der Beschlußfassung über die Auflösung des Fonds eingestellt. Die Vermögenswerte werden veräußert; die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggfls. der von ihr oder der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilinhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluß des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilinhabern eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in die Landeswährung Luxemburgs konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

**Art. 21. Änderung des Verwaltungsreglements**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft.

**Art. 22. Verjährung von Ansprüchen**

Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

**Art. 23. Erfüllungsort, Gerichtsstand und Vertragssprache**

1. Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.

2. Rechtsstreitigkeiten zwischen Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen Anteile des Fonds vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich Zeichnung und Rückgabe von Anteilen Ansprüche gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank geltend machen.



3. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen von Ländern als verbindlich erklären, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

#### *Besonderer Teil*

#### **Art. 24. Depotbank**

Depotbank ist die BANK SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxemburg.

#### **Art. 25. Anlagepolitik**

Ziel der Anlagepolitik ist es, einen langfristig attraktiven und marktgerechten Wertzuwachs in Euro zu erwirtschaften. Dazu investiert der Fonds überwiegend in deutschen Aktien (Standard- und Nebenwerten), Genußscheinen und sonstigen zulässigen Beteiligungspapieren oder in fest- und variabel verzinslichen Wertpapieren, zulässigen Wandel- und Optionsanleihen sowie Zerobonds, die auf Euro oder andere Währungen von OECD-Mitgliedstaaten lauten. Daneben können flüssige Mittel gehalten werden.

Im Rahmen der «Protect»-Strategie wird eine flexible Absicherung gegen extreme Aktienkursrückgänge angestrebt. Eine Garantie des Kapitalerhalts ist damit jedoch nicht verbunden.

Die Verwaltungsgesellschaft kann zur Absicherung des Fondsvermögens Call- und Put-Optionen sowie Optionsscheine auf Währungen eines Mitgliedstaates der OECD kaufen und verkaufen sowie im Rahmen der Verwaltung des Fonds alle sonstigen Techniken und Instrumente gemäß Artikel 10 und 13 des Verwaltungsreglements einsetzen.

#### **Art. 26. Anteilscheine**

Die Anteile sind in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

#### **Art. 27. Risikostreuung**

Ergänzend zu Artikel 6 des Allgemeinen Teils kann die Verwaltungsgesellschaft nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% des Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

#### **Art. 28. Basiswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis**

1. Basiswährung des Fonds ist der Euro.
2. Die Verwaltungsgesellschaft ermittelt unter Aufsicht der Depotbank den Ausgabe- und Rücknahmepreis an jedem Bewertungstag.
3. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem Bewertungstag an die Depotbank zahlbar.
4. Der Ausgabeaufschlag zur Abgeltung der Vertriebskosten (Artikel 16, Absatz 2) beträgt bis zu 5% des Inventarwerts pro Anteil.
5. Die Verwaltungsgesellschaft trägt Sorge dafür, daß in den Ländern, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilpreise erfolgt.

#### **Art. 29. Kosten**

1. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt bis zu 2% p.a., errechnet auf den am letzten Bewertungstag eines jeden Monats ermittelten Inventarwert.
2. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe der unter Banken üblichen Sätze, errechnet auf den am letzten Bewertungstag eines jeden Monats ermittelten Inventarwert.
3. Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt monatlich zum Monatsende.
4. Die Depotbank erhält über die Vergütung nach Absatz 2 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,125% jeder Transaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen.
5. Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft aus dem Fondsvermögen ein jährliches Erfolgshonorar erhalten. Dieses beträgt bis zu 15% des Betrages, um den der Wertzuwachs 5% p.a. übersteigt. In einem Geschäftsjahr entstandene Wertminderungen werden zum Zwecke der Berechnung des Vergütungsanspruchs vorgetragen.
6. Die erfolgsabhängige Vergütung gemäß Absatz 5 wird im Rahmen vorstehender Bestimmungen an jedem Bewertungstag ermittelt und, soweit ein Vergütungsanspruch besteht, im Fonds zurückgestellt. Die zurückgestellte Vergütung kann am Ende jedes Geschäftsjahres dem Fondsvermögen von der Verwaltungsgesellschaft entnommen werden.

#### **Art. 30. Ausschüttungen**

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe Ausschüttungen entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgen.
2. Die Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.
3. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Verwaltungsgesellschaft jedoch berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, an die Anteilinhaber auszuzahlen.

#### **Art. 31. Zusammenschluß**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds mit einem anderen Sondervermögen luxemburgischen Rechts zusammenschließen, das aufgrund seiner Anlagepolitik unter den Anwendungsbereich von Teil I des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt.

2. Faßt die Verwaltungsgesellschaft einen Beschluß gemäß Absatz 1, so ist dies mit einer Frist von einem Monat vor dem Inkrafttreten im Mémorial und in der Tagespresse der Länder zu veröffentlichen, in denen der Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen ist. Unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Artikel 17 haben Anteilinhaber während dieses Zeitraumes die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben.

**Art. 32. Geschäftsjahr**

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

**Art. 33. Inkrafttreten**

Dieses Verwaltungsreglement trat am 1. Januar 2002 in Kraft.

Erstellt in vierfacher Ausfertigung.

Luxemburg, den 31. Oktober 2001.

OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

Luxemburg, den 31. Oktober 2001.

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 24, case 8. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(79507/000/398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2001.

---

**AKTIEN D-FLEX-PROTECT, Fonds commun de placement.**

Die Verwaltung des nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg als «Fonds Commun de Placement à Compartiments Multiples» gegründeten CALCULUS Fonds beschließt gemäß Art. 17. Abs. 5 des Verwaltungsreglements den Teilfonds CALCULUS Fonds D-Flex-Protect mit Wirkung zum 31. Dezember 2001 in einen eigenständigen Fonds Commun de Placement mit der neuen Bezeichnung Aktien D-Flex-Protect zu übertragen. Die Verwaltung dieses Sondervermögens wird die OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A. übernehmen.

Luxemburg, den 31. Oktober 2001.

CALCULUS INVESTMENT MANAGEMENT S.A.

Unterschriften

Luxemburg, den 31. Oktober 2001.

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 24, case 8. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(79510/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2001.

---

**CONSEUR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1274 Luxembourg, 55, rue des Bruyères.

R. C. Luxembourg B 33.096.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 13 juillet 2001, vol. 555, fol. 53, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 5 juillet 2001.

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signature

(44469/521/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

---

**CONSEUR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1274 Luxembourg, 55, rue des Bruyères.

R. C. Luxembourg B 33.096.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 18 mai 2001 que le commissaire aux comptes, M. Marco Ries a été réélu pour un nouveau terme d'un an.

Pour extrait conforme

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 juillet 2001, vol. 555, fol. 53, case 8. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(44468/521/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

---

**DWS TopZins, Fonds commun de placement,  
(anc. ALPHA OPPORTUNITIES).**

Der Fonds Alpha Opportunities wird nicht mit Wirkung vom 1. Januar 2002 fusioniert. Die Rücknahme von Fondsanteilen an dem Sondervermögen ab dem 21. Dezember 2001 wird nicht eingestellt. Mit Wirkung vom 1. Januar 2002 wird der Fonds Alpha Opportunities in DWS TopZins umbenannt. Ferner werden die Artikel 17, 18, 20 und 21 des Verwaltungsreglements wie folgt abgeändert:

**Art. 17. Anlagepolitik**

Ziel der Anlagepolitik ist die Erwirtschaftung einer Rendite in Euro. Das Fondsvermögen wird vorwiegend in Anleihen, Wandelanleihen und sonstigen festverzinslichen Wertpapieren oder Anleihen mit variablem Zinssatz angelegt, die an Börsen oder einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, in einem Staat der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) gehandelt werden. Durch die flexible Nutzung der in Artikel 4, Absätze 6, 7 und 11 des Verwaltungsreglements aufgezeigten Möglichkeiten wird die Verwaltungsgesellschaft in die Lage versetzt, auf der Grundlage des spezifischen Know-hows des Fondsmanagements Optionen und Finanzterminkontrakte zur Optimierung der Wertentwicklung des Fonds im Interesse der Anteilhaber einzusetzen. Bezüglich der Chancen und Risiken solcher Geschäfte wird auf Artikel 4, Absätze 6 und 7 des Verwaltungsreglements hingewiesen. Das Fondsvermögen kann darüber hinaus in allen anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden.

**Art. 18. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis**

1. ...
2. Ausgabepreis ist der Anteilwert zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 2,5 % ...
3. ...

**Art. 20. Kosten**

1. Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Fondsvermögen ein Entgelt von bis zu 0,5 % p.a. auf das Netto-Fondsvermögen auf Basis des täglich ermittelten Anteilwertes. Darüber hinaus erhält die Verwaltungsgesellschaft aus dem Fondsvermögen eine erfolgsbezogene Vergütung, sofern die Wertentwicklung der Anteile über 5 % p.a. liegt. Die erfolgsbezogene Vergütung beträgt bis zu 50 % der erwirtschafteten Performance. Bis zu einer Wertentwicklung von 5 % p.a. fällt keine erfolgsbezogene Vergütung an; ab 5 % p.a. Wertentwicklung fällt auf die gesamte Wertentwicklung im Abrechnungszeitraum die genannte Vergütung in Höhe von bis zu 50 % an. Bei geringfügig über der festen Grenze liegender Wertentwicklung darf es aufgrund der Entnahme der erfolgsbezogenen Vergütung im Ergebnis nicht zu einer Unterschreitung der Wertentwicklung von 5 % kommen. Eine negative Performance muss nicht im nachfolgenden Abrechnungszeitraum aufgeholt werden. Die erfolgsbezogene Vergütung wird in der Regel täglich ermittelt und in der Regel jährlich stichtagsbezogen abgerechnet. Dabei wird eine etwa anfallende erfolgsbezogene Vergütung täglich im Sondervermögen zurückgestellt. Liegt die Anteilwertentwicklung am Abrechnungstichtag unter der 5 % Wertentwicklungsgrenze, so wird eine im jeweiligen Abrechnungszeitraum bisher zurückgestellte erfolgsbezogene Vergütung entsprechend wieder aufgelöst. Liegt die Anteilwertentwicklung über der 5 % Wertentwicklungsgrenze kann die am Ende des Abrechnungszeitraumes bestehende zurückgestellte erfolgsbezogene Vergütung entnommen werden.

2. Die Depotbank erhält aus dem Fondsvermögen:

- a) ein Entgelt in Höhe von 0,1 % p.a. auf das Netto-Fondsvermögen auf Basis des täglich ermittelten Anteilwertes;
- b) eine Bearbeitungsgebühr von 0,125 % des Betrages jeder Wertpapiertransaktion für Rechnung des Fonds (soweit ihr dafür nicht bankübliche Gebühren zustehen).

3. ...

**Art. 21. Rechnungsjahr**

Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 31. Dezember.

Luxemburg, den 19. Dezember 2001.

DWS INVESTMENT S.A. / DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.

*Verwaltungsgesellschaft / Depotbank*

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2001, vol. 562, fol. 74, case 1. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(83121/000/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2001.

**SPORT CONSULTING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

—  
STATUTS

L'an deux mille un, le dix juillet.

Par-devant Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) La société HARDINGS INVESTEMENT CORP., avec siège à Belize City, Belize, P.O. Box 1777, 35A Regent Street, ici représentée par Monsieur José Jumeaux, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 10 juillet 2001.

Ladite procuration restera annexée au présent acte.

2) Monsieur Sébastien Frapolli, agent de footballeurs, demeurant à F-13127 Vitrolles, 16, rue des Pergolas.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire soussigné de documenter comme suit les statuts d'une société anonyme qu'ils entendent constituer:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de SPORT CONSULTING S.A.

Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville. Il pourra être transféré à l'intérieur de la Ville de Luxembourg par simple décision à prendre par le ou les organes chargés de la gestion journalière.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège de la société ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet la prestation de services, l'intermédiaire en achat et la mise en relation de la clientèle.

La société peut prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou toute autre manière, et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances et garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question ci-dessus.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à trente et un mille Euros (31.000,- EUR) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix Euros (310,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une période ne pouvant dépasser six ans. Ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion qui suit, procède à l'élection définitive.

**Art. 5.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence. Il peut signer tous actes d'achat, d'échange ou de vente d'immeubles, emprunter, avec ou sans garantie, consentir toutes sûretés hypothécaires ou autres sur les biens sociaux au profit de tous instituts de crédits, renoncer à tous privilèges du vendeur avant comme après paiement du prix de vente, consentir toutes mainlevées ou postpositions.

Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux prescriptions de la loi.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 6.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle ou collective de telle(s) personne(s) à qui un mandat spécial a été conféré par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 7.** Le conseil d'administration peut désigner un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis, celui-ci pouvant être donné par écrit, télégramme, télécopie ou E-mail.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 8.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et toujours révocables.

**Art. 9.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 10.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier mardi du mois de juillet à 10.00 heures au siège social de la société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocation.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 11.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil peut décider que, pour pouvoir assister à une assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, porteur d'une procuration donnée par écrit, télégramme, télécopie ou E-mail.

Les décisions sont prises à la majorité des voix, sauf les cas où la loi prévoit des conditions de quorum ou de majorités plus strictes.

**Art. 12.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

La première assemblée générale consécutive à la constitution de la société peut procéder à la désignation du président du conseil d'administration et à la nomination d'un ou de plusieurs administrateurs-délégués.

**Art. 13.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée par la suite, est d'application chaque fois qu'il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

1) Par dérogation à l'article 9 des statuts, le 1<sup>er</sup> exercice commencera aujourd'hui-même pour finir le 31 décembre 2001.

2) La première assemblée générale se tiendra en l'an 2002.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1) La société HARDINGS INVESTMENT CORP., prédite, quatre-vingt-dix-neuf actions . . . . .	99
2) Monsieur Sébastien Frapolli, prédit, une action . . . . .	1
Total: cent actions . . . . .	100

Toutes les actions ont été intégralement libérées en espèces de sorte que le montant intégral du capital social se trouve à la disposition de la société, la preuve par attestation bancaire en ayant été apportée au notaire qui le constate.

#### *Constataion*

Le notaire constate encore l'accomplissement des conditions exigées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales.

#### *Estimation du coût*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à 65.000,- francs.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant, les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoqués en assemblée générale extraordinaire, ont, après avoir constaté que l'assemblée était régulièrement constituée, pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et le nombre des commissaires à un.

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Sébastien Frapolli, agent de footballeurs, demeurant à F-13127 Vitrolles, 16, rue des Pergolas.
  - Monsieur Jean-Louis Granet, employé privé, demeurant à F-13090 Aix-en-Provence, avenue Albert Baudouin.
  - La société HARDINGS INVESTEMENT CORP., avec siège à Belize City, Belize, P.O. Box 1777, 35A Regent Street.
- Monsieur Sébastien Frapolli est nommé administrateur-délégué.

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2006. Est nommée commissaire:

La société IGESTIA S.A., avec siège social à L-1536 Luxembourg, 7, rue du Fossé.

Le mandat du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2006.

2) Le siège de la société est établi à L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

Dont acte, fait et dressé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et lecture faite, les comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. Frapolli, J. Jumeaux, J.-P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2001, vol. 130S, fol. 27, case 7. – Reçu 12.505 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2001.

J.-P. Hencks.

(44423/216/133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

**E-RESOURCING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 68.303.

Constituée par-devant M<sup>e</sup> Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage, en date du 26 janvier 1999, acte publié au Mémorial C N°281 du 22 avril 1999, modifiée par acte sous seing privé en date du 17 mai 1999, acte publié au Mémorial C N°131 du 9 février 2000.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2001, vol. 555, fol. 33, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

*Pour E-RESOURCING, S.à r.l.*

KPMG EXPERTS COMPTABLES

Signatures

(44475/537/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

---

**EFOR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: 1.600.000 LUF.**

Siège social: L-2422 Luxembourg, 7, rue Renert.  
R.C. Luxembourg B 57.065.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 10 juillet 2001, vol. 555, fol. 37, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2001.

*Pour le gérant*

Signature

(44476/600/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

---

**E.G.G., ELECTRICITE GENERALE GRÜN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: 45, rue Baudouin.  
R. C. Luxembourg B 71.903.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 14 mai 2001, vol. 552, fol. 100, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2001.

signatures

(44477/513/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

---

**ELECTRICITE THULL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4776 Pétange, 9, rue Michel Rodange.  
R. C. Luxembourg B 64.910.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2001, vol. 555, fol. 34, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 11 juillet 2001.

Signatures

(44478/578/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2001.

---

**DRESDNER GLOBAL DISTRIBUTOR FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R. C. Luxembourg B 71.321.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of DRESDNER GLOBAL DISTRIBUTOR FUND («the Company») will be held at its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, at 11.15 a.m. on 18 January 2002 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda*

1. To accept the Directors' and Auditors' reports and to adopt the financial statements for the year ended 30 September 2001.
2. To approve the payments of dividends as recommended by the Board of Directors.
3. To exonerate the Directors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 30 September 2001.

4. To ratify the co-optation of Mr Andreas Großmann as a Director replacing Mr Heinrich Linz.
5. To elect Mr Andreas Goßmann as Director.
6. To re-elect Dr Enrico Clerici, Mr William L. Price, Mr Wolfgang Pütz and Mr Dieter Ristau as Directors.
7. To exonerate the Auditors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 30 September 2001.
8. To re-elect PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxembourg, as Auditors.
9. To decide on any other business which may properly come before the Meeting.

*Voting*

Resolutions on the Agenda may be passed without a quorum, by simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

*Voting Arrangements:*

Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the registered office of the Company to arrive not later than 48 hours before the time fixed for holding the Meeting or adjourned Meeting. Proxy forms for use by registered shareholders are included with the annual report and can also be obtained from the registered office. A person appointed a proxy need not be a holder of shares in the Company; lodging of a proxy form will not prevent a shareholder from attending the Meeting if he decides to do so.

Luxembourg, December 2001.  
(05092/672/33)

*The Board of Directors.*

**ALTIA HOLDING, Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.  
R. C. Luxembourg B 64.526.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège social de la société, le mardi 15 janvier 2002 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2001;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

I (05110/000/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**INTER MULTI INVESTMENT, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.  
R. C. Luxembourg B 31.217.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de INTER MULTI INVESTMENT, Société d'Investissement à Capital Variable, qui se tiendra au siège social de la Société le mercredi 16 janvier 2002 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice clôturé au 30 septembre 2001;
2. Approbation des états financiers au 30 septembre 2001;
3. Quitus aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat;
4. Composition du Conseil d'Administration;
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an;
6. Divers.

Aucun quorum de présence n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Annuelle. Les décisions seront prises à la majorité des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres, cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de BNP PARIBAS LUXEMBOURG 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg.

I (05114/755/22)

*Le Conseil d'Administration.*

**DRESDNER GLOBAL STRATEGIES FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R. C. Luxembourg B 71.182.

## The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of DRESDNER GLOBAL STRATEGIES FUND («the Company») will be held at its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, at 11.00 a.m. on 18 January 2002 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda:*

1. To accept the Directors' and Auditors' reports and to adopt the financial statements for the year ended 30 September 2001.
2. To exonerate the Directors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 30 September 2001.
3. To ratify the co-optation of Mr Andreas Großmann as a Director replacing Mr Heinrich Linz.
4. To elect Mr Andreas Großmann as Director.
5. To re-elect Dr Enrico Clerici, Mr William L. Price, Mr Wolfgang Pütz and Mr Dieter Ristau as Directors.
6. To exonerate the Auditors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 30 September 2001.
7. To re-elect PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxembourg, as Auditors.
8. To decide on any other business which may properly come before the Meeting.

*Voting:*

Resolutions on the Agenda may be passed without a quorum, by simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

*Voting Arrangements:*

Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the registered office of the Company to arrive not later than 48 hours before the time fixed for holding the Meeting or adjourned Meeting. Proxy forms for use by registered shareholders are included with the annual report and can also be obtained from the registered office. A person appointed a proxy need not be a holder of shares in the Company; lodging of a proxy form will not prevent a shareholder from attending the Meeting if he decides to do so.

Luxembourg, December 2001.  
(05094/672/32)

*The Board of Directors.*

**CREDITANSTALT CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN TRUST, SICAV,  
Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
H. R. Luxemburg B 55.731.

Die Aktionäre der SICAV, CREDITANSTALT CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN TRUST, werden hiermit zur  
ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre einzuladen, die am 16. Januar 2002 um 15.00 Uhr am Gesellschaftssitz der Gesellschaft in Luxembourg stattfindet und über folgende Tagesordnung abstimmen wird:

*Tagesordnung:*

- Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Wirtschaftsprüfers.
- Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebnisuweisung per 30. September 2001.
- Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder.
- Wahl der Verwaltungsratsmitglieder für das neue Geschäftsjahr.
- Verschiedenes.

Jeder Aktionär der der ordentlichen Generalversammlung beiwohnen oder sich vertreten lassen will, muss seine Aktien für spätestens den 11. Januar 2002 beim Sitz der Gesellschaft oder folgender Adresse hinterlegen:

In Luxembourg:  
KREDIETBANK S.A. Luxembourgeoise  
43, boulevard Royal  
L-2955 Luxembourg

Die Aktionäre werden darauf hingewiesen, dass die Beschlüsse über die Tagesordnung der ordentlichen Generalversammlung keine besondere Beschlussfähigkeit verlangen und mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden. Jede ganze Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft verfügbar.

I (05147/755/27)

*Der Verwaltungsrat.*



**CONTRACTA FINANCE S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 13.737.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 14 janvier 2002 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 septembre 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2001.
4. Divers.

I (05141/005/15)

*Le Conseil d'Administration.*

**PARINDEX, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.  
R. C. Luxembourg B 77.384.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social de la Société, 5, rue Jean Monnet, Luxembourg, le mercredi 16 janvier 2002 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 2001.
2. Approbation des états financiers au 30 septembre 2001 et affectation des résultats.
3. Quitus aux Administrateurs pour l'accomplissement de leurs mandats.
4. Composition du Conseil d'Administration.
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an.
6. Divers.

La présente convocation et une formule de procuration sont envoyées à tous les actionnaires nominatifs inscrits au 2 janvier 2002.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs certificats pour le 9 janvier 2002 soit au siège social de la Société soit aux guichets des établissements suivants (où des formules de procuration sont disponibles):

- à Luxembourg:

(Banque Dépositaire)

BNP PARIBAS LUXEMBOURG

10A, boulevard Royal

Luxembourg

- en France:

BNP PARIBAS

16, boulevard des Italiens

F-75009 Paris

- en Suisse:

BNP PARIBAS (SUISSE) S.A.

2, Place de Hollande

CH-1204 Genève

- en Espagne:

BNP PARIBAS

3, Hermanos Becquer

E-28006 Madrid

- au Liban:

BNPI

Tour El Ghazal

RL-1608 Beyrouth

Les propriétaires d'actions nominatives doivent dans le même délai, c'est-à-dire pour le 9 janvier 2002, informer le Conseil d'Administration de leur intention d'assister à l'Assemblée par écrit (lettre ou procuration).

*Pour le Conseil d'Administration*

BNP PARIBAS FUND ADMINISTRATION

S. Rose / P. Gengler

I (05157/755/48)

**VALUE STRATEGY FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11-13, avenue Emile Reuter.  
R. C. Luxembourg B 62.976.

Le Conseil d'Administration convoque les actionnaires à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège social de la Société, le mercredi 16 janvier 2002 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Recevoir et adopter le rapport de gestion du Conseil d'Administration pour l'exercice clos le 30 septembre 2001
2. Recevoir et approuver les comptes et états financiers annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2001
3. Décider de l'affectation des résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2001
4. Donner quitus aux Administrateurs et au Réviseur pour l'accomplissement de leurs mandats au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2001
5. Nominations statutaires
6. Divers

Selon l'article 13 des statuts, les décisions de l'Assemblée Générale des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents, ou représentés, et votants.

Seules les actions entières donnent droit au vote.

*Modalités d'admission à l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires*

Les actionnaires seront admis à l'Assemblée, sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître à la Société, à son siège (11-13, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg/administration «Value Strategy Fund» - TITR/JUR), le 11 janvier 2002 au plus tard, leur intention de prendre part, en personne, à l'Assemblée; les actionnaires ne pouvant assister à l'Assemblée pourront s'y faire représenter par toute personne de leur choix ou voter par procuration; à cet effet, des formules de procuration sont disponibles au siège de la Société. Pour être prises en considération, les procurations, dûment complétées et signées devront être parvenues au siège de la Société au plus tard l'avant-veille de l'Assemblée (soit le lundi 14 janvier 2002).

Les personnes assistant à l'assemblée, en qualité d'actionnaires ou de mandatés, devront pouvoir produire au bureau de l'Assemblée une attestation de blocage de leurs titres en les caisses d'un intermédiaire agréé ou en celles de SOCIETE GENERALE BANK & TRUST S.A./Luxembourg, 11-13, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg.

I (05148/045/31)

*Le Président du Conseil d'Administration.*

**HEMRY S.A.H., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 22, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 5.599.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le jeudi 27 décembre 2001 à 11.00 heures n'ayant pu délibérer sur les points de l'ordre du jour faute de quorum de présence;

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 8 février 2002 à 11.00 heures au siège social avec pour:

*Ordre du jour:*

1. Changement de la monnaie d'expression du capital social de la société de francs luxembourgeois en euros avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000 au cours de 1 Euro pour 40,3399 LUF, le nouveau capital de la société s'élevant à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents (30.986,69 EUR).
2. Remplacement des mille deux cent cinquante (1.250) actions existantes de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune par mille deux cent cinquante (1.250) actions nouvelles, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages.
3. Modifications afférentes de l'article 3 des statuts.
4. Modification de l'alinéa 5 de l'article 1<sup>er</sup> des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:  
«La durée de la société est illimitée.»
5. Suppression de l'article 11 des statuts relatif à la garantie des administrateurs et commissaires et renumérotation des articles subséquents.
6. L'article 13 aura désormais la teneur suivante:  
«L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.»

Cette seconde Assemblée Générale Extraordinaire pourra délibérer valablement quelle que soit la proportion du capital présente ou représentée à cette Assemblée.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (05170/755/29)

*Le Conseil d'Administration.*

**CRETZAZ HOLDING S.A., Société Anonyme Holding en liquidation.**

Siège social: Luxembourg, 22, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 30.496.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 18 janvier 2002 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport du Commissaire à la liquidation,
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décharge au Liquidateur et au Commissaire à la liquidation,
- Clôture de la liquidation,
- Désignation de l'endroit où les livres et documents de la société seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (05154/755/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**COLLINS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 48.107.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 14 janvier 2002 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Décharge spéciale aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2001 à la date de la présente assemblée;
2. Démission de tous les administrateurs et du commissaire aux comptes;
3. Divers.

I (05158/795/14)

*Le Conseil d'Administration.*

**VMR FUND, Fonds Commun de Placement.**

Hiermit informieren wir Sie, dass der Verwaltungsrat der VMR FUND MANAGEMENT S.A. am 20. Dezember 2001 mit Wirkung zum 1. Januar 2002 beschlossen hat, die BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., mit Sitz 50, avenue J.F. Kennedy, in L-2951 Luxembourg, mit der Wahrnehmung der Funktionen der Depotbank, der Zentralverwaltung, der Hauptzahlstelle, der Registerführung und der Transferstelle des VMR FUND zu beauftragen.

Die BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A. lagert die Funktionen der Zentralverwaltung, der Registerführung und der Transferstelle unter ihrer Verantwortung und auf ihre Kosten an die EUROPEAN FUND ADMINISTRATION S.A. mit Sitz in L-1017 Luxembourg, 2, rue d'Alsace aus.

Die DZ BANK AG in Frankfurt scheidet zum 31. Dezember 2001 als deutsche Zahlstelle aus. Die MARCARD, STEIN & CO GMBH & CO KG wird ab dem 1. Januar 2002 neue deutsche Zahlstelle sein.

Die DZ BANK INTERNATIONAL S.A. scheidet als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle sowie die ATTRAX S.A. als Register und Transferstelle zum 31. Dezember 2001 aus.

Die VMR MANAGEMENT S.A. hat durch die außerordentliche Generalversammlung vom 20. Dezember 2001 beschlossen, ihren Geschäftssitz von Luxemburg-Strassen nach Luxembourg zu verlegen. Ab dem 1. Januar 2002 ist der Sitz der VMR MANAGEMENT S.A. in L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

Luxembourg, den 20. Dezember 2001.

(05196/755/19)

*Der Verwaltungsrat.*

**VALUE SELECT FUND, Fonds Commun de Placement.**

Hiermit informieren wir Sie, dass der Verwaltungsrat der VMR FUND MANAGEMENT S.A. am 20. Dezember 2001 mit Wirkung zum 1. Januar 2002 beschlossen hat, die BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., mit Sitz 50, avenue J.F. Kennedy in L-2951 Luxembourg, mit der Wahrnehmung der Funktionen der Depotbank, der Zentralverwaltung, der Hauptzahlstelle, der Registerführung und der Transferstelle des VALUE SELECT FUND und des VMR TOP SELECT FUND zu beauftragen.

Die BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A. lagert die Funktionen der Zentralverwaltung, der Registerführung und der Transferstelle unter ihrer Verantwortung und auf ihre Kosten an die EUROPEAN FUND ADMINISTRATION S.A. mit Sitz in L-1017 Luxembourg, 2, rue d'Alsace aus.

Die DZ BANK INTERNATIONAL S.A. sowie ihre Tochtergesellschaft ATTRAX S.A. scheiden als Depotbank, Domizilstelle und Zentralverwaltungsstelle beziehungsweise als Register und Transferstelle zum 31. Dezember 2001 aus.

Die VMR FUND MANAGEMENT S.A. hat durch die außerordentliche Generalversammlung vom 20. Dezember 2001 beschlossen, ihren Geschäftssitz von Luxemburg-Strassen nach Luxemburg zu verlegen. Ab dem 1. Januar 2002 ist der Sitz der VMR FUND MANAGEMENT S.A. in L-2951 Luxemburg, 50, avenue J.F. Kennedy.

Luxemburg, den 20. Dezember 2001.

(05197/755/18)

Der Verwaltungsrat.

### **MULTIWERT FUND, Fonds commun de placement.**

Hiermit informieren wir Sie, dass der Verwaltungsrat der VMR FUND MANAGEMENT S.A. am 20. Dezember 2001 mit Wirkung zum 1. Januar 2002 beschlossen hat, die BANQUE DE LUXEMBOURG, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, mit der Wahrnehmung der Funktionen der Depotbank, der Zentralverwaltung, der Hauptzahlstelle, der Registerführung und der Transferstelle des Multiwert Fund zu beauftragen.

Die BANQUE DE LUXEMBOURG lagert die Funktionen der Zentralverwaltung, der Registerführung und der Transferstelle unter ihrer Verantwortung und auf ihre Kosten an die EUROPEAN FUND ADMINISTRATION S.A. mit Sitz in L-1017 Luxemburg, 2, rue d'Alsace aus.

Die DZ BANK AG in Frankfurt scheidet zum 31. Dezember 2001 als deutsche Zahlstelle aus. Die MARCARD, STEIN & CO GMBH & CO KG wird ab dem 1. Januar 2002 neue deutsche Zahlstelle sein.

Die DZ BANK INTERNATIONAL S.A. scheidet als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle sowie die ATTRAX S.A. als Register und Transferstelle zum 31. Dezember 2001 aus.

Des weiteren wurde der Beschluss gefasst, dass mit Wirkung vom 1. Januar 2002 alle Funktionen und die Verantwortung der Verwaltungsgesellschaft für den Fonds vollumfänglich auf die DEUTSCHER ATLAS INVESTMENT INTERNATIONAL S.A. übergehen; deren Gesellschaftssitz ist 14, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg.

Luxemburg, den 20. Dezember 2001.

(05198/755/19)

Der Verwaltungsrat.

### **ROCHELUX S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 35.011.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

#### **l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 18 janvier 2002 à 10.00 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg avec pour

#### *Ordre du jour:*

- Rapports de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapports du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997, 31 décembre 1998, 31 décembre 1999 et affectation des résultats,
- Conversion du capital social en euro (loi du 10 décembre 1998),
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Ratification de la nomination d'un Administrateur,
- Démission d'un Administrateur et remplacement de celui-ci,
- Nominations Statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (05159/755/22)

Le Conseil d'Administration.

### **MAYA HOUSE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 62.524.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

#### **l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 17 janvier 2002 à 16.00 heures au siège social.

#### *Ordre du jour:*

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilans et des comptes de pertes et profits au 31 décembre 1999 et au 31 décembre 2000. Affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Elections statutaires.

5. Conversion, et ce avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002, du capital social actuellement exprimé en LUF en euro.
6. Augmentation, et ce avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002, du capital dans les limites et selon les modalités prévues par la loi relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en euro.
7. Adaptation, et ce avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002, de la mention de la valeur nominale des actions.
8. Adaptation, et ce avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002, de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> des statuts.
9. Divers.

I (05169/595/21)

Le Conseil d'Administration.

**PLETOR HOLDING S.A., Société Anonyme.**Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.  
R. C. Luxembourg B 52.731.

La moitié du capital social n'ayant pas été présente ou représentée lors de l'Assemblée Générale du 17 décembre 2001, celle-ci n'a pas pu délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour ci-après.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à une seconde

**ASSEMBLEE GENERALE**

qui aura lieu le 31 janvier 2002 à 14.00 heures au siège social dans les bureaux de la FIDUCIAIRE JEAN REUTER, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

Vote sur l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant la continuation de la société, suite à la perte de plus de trois quarts du capital social.

Cette Assemblée délibérera valablement, quelque soit la portion du capital représentée, et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au plus tard 5 jours francs avant la date de l'Assemblée auprès de la KREDIETBANK S.A. à son siège à Luxembourg.

*Pour le Conseil d'Administration*

J. Reuter

*Administrateur-délégué*

I (05173/000/22)

**WORLD TRADE BUSINESS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).**Siège social: L-1520 Luxembourg, 60, rue Adolphe Fischer.  
R. C. Luxembourg B 36.787.

Mesdames, Messieurs les associés sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra par-devant notaire à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle, le mardi 29 janvier 2002 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du commissaire vérificateur sur les comptes de la liquidation
2. Décharge au liquidateur et au commissaire vérificateur
3. Décision sur la clôture de la liquidation
4. Décision sur le dépôt des livres et documents sociaux

L'assemblée générale extraordinaire du 20 novembre 2001 n'a pas pu valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (05174/317/17)

Le liquidateur.

**SOCIETE D'INVESTISSEMENT WACAPRO S.A., Société Anonyme Holding en liquidation.**Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 28.464.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 21 janvier 2002 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Rapport du liquidateur, M. Pierre Schill,
- Nomination du Commissaire à la liquidation, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (05175/755/15)

Le Conseil d'Administration.

**FIMIPROPERTIES S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 39.505.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le lundi 3 décembre 2001 à 11.45 heures n'ayant pu délibérer sur les points de l'ordre du jour faute de quorum de présence,

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 21 janvier 2002 à 11.30 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

1. Suppression transitoire de la valeur nominale des actions.
2. Changement de la monnaie d'expression du capital social de la société de francs belges en Euros avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2001 au cours de 1 Euro pour 40,3399 BEF, le nouveau capital de la société s'élevant à sept cent quatre-vingt-treize mille deux cent cinquante-neuf Euros et vingt-huit cents (793.259,28 EUR).
3. Augmentation du capital de la société pour le porter de son montant actuel de sept cent quatre-vingt-treize mille deux cent cinquante-neuf Euros et vingt-huit cents (793.259,28 EUR) à huit cent mille Euros (800.000 EUR) par l'incorporation d'une partie des résultats reportés à concurrence de six mille sept cent quarante Euros et soixante-douze cents (6.740,72 EUR).
4. Restauration de la valeur nominale des actions, du capital social et fixation de celle-ci à deux cent cinquante Euros (250 EUR) par action, chacune jouissant des mêmes droits et avantages que les actions précédemment supprimées.
5. Fixation du nouveau montant du capital autorisé d'un montant à dix millions d'euros (10.000.000 EUR). Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à dix millions d'Euros (10.000.000,- EUR) par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de deux cent cinquante Euros (250 EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes. Autorisation au Conseil d'Administration pour procéder à l'émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par incorporation de créances en capital ou encore, avec l'approbation de l'assemblée générale, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital.
6. Modification afférentes de l'article 5 des statuts.

Cette seconde Assemblée Générale Extraordinaire pourra délibérer valablement quelle que soit la proportion du capital présente ou représentée à cette Assemblée.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (05047/755/34)

*Le Conseil d'Administration.*

**BANKPYME STRATEGIC FUNDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 42.534.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 9 janvier 2002 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31 août 2001
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée.

II (05127/584/22)

*Le Conseil d'Administration.*

**VERNEL SECURITIES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 46.207.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le *14 janvier 2002* 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 7 décembre 2001 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (05084/696/14)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**KLINENGO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 64.836.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le *14 janvier 2002* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'assemblée Générale du 7 décembre 2001 n'a pas pu délibérer valablement sur l'unique point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (05085/696/14)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**MULTIFIN S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 21.788.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le jeudi *10 janvier 2002* à 11.00 heures à Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Remplacement des administrateurs et nominations subséquentes
2. Remplacement du commissaire aux comptes et nomination subséquente
3. Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Transfert du siège social
5. Divers.

II (05087/006/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**THE MAJESTIC HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 25.903.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le *7 janvier 2002* à 14.30 heures au siège social.

*Ordre du jour:*

1. Conversion, et ce avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002, du capital social actuellement exprimé en LUF en Euros.
2. Adaptation, et ce avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002, de l'article 3 des statuts.

II (05088/595/12)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**PLEIADE, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 2, place de Metz.  
R. C. Luxembourg B 42.619.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui sera tenue dans les locaux de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT à Luxembourg, 2, place de Metz, le mercredi 9 janvier 2002 à 9.30 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Recevoir le rapport de gestion, le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 2001.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels au 30 septembre 2001, affectation du bénéfice.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés à l'Assemblée Générale Ordinaire devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des établissements ci-après:

Au Grand-Duché de Luxembourg: à la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, Luxembourg;

En Suisse: à la BANQUE SCS ALLIANCE S.A., Genève;

En France: à l'EUROPEENNE D'INTERMEDIATION FINANCIERE ET BOURSIERE (E.I.F.B.), Paris;

En Espagne: à la BANCO SANTANDER CENTRAL HISPANO, Santander.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au Registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la société au moins cinq jours francs avant.

Des formules de procuration sont disponibles au siège social de la Société.

II (05111/755/29)

*Le Conseil d'Administration.*

**GRUPE SOCOTA AGRO-ALIMENTAIRE S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 32.297.

L'assemblée du 13 décembre 2001 sur décision du Conseil d'Administration ayant été prorogé à 4 semaines conformément à l'article 67 (5) de la loi du 10 août 1915, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 10 janvier 2002 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels aux 31 décembre 1997, 1998 et 1999, du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 1997, 1998 et 1999.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

L'assemblée générale du 10 janvier 2001 aura le droit de statuer définitivement suivant les dispositions de l'article 67 (5) de la loi du 10 août 1915.

II (05130/534/19)

*Le Conseil d'Administration.*